le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Grenelle des éco-tartufes

Péril en la demeure...

M 02137 - 1488 - F: 2,00 €

2 €

ISSN 0026-9433

«Une société écologique suppose la fin de la hiérarchie et de la domination sous toutes ses formes.» M. Bookchin« »

hebdo n° 1488
du 4 au 10 octobre 2007

Sommaire

Justice aveugle, par Vianney, *page 4*

Prison psychique, par J. Monjot, *page 4*

Presse locale en lutte, par le Peinard, *page.5*

L'autruche sous la mousson, *page 5*

Bon pour le travail, par Thierry, *page 6*

Brèves, *page 7*

Birmanie en tourmente, *page 8*

Autogestion outre-Rhin, *page 9*

General Motors, par A. Chemin, *page 9*

Les états-Unis et les déviants, par H. M., *page 10*

Grenelle 2007, page J.-P. Tertrais, *page 11*

Habits neufs et feinte-dissidence, par L. Janover, *page 14*

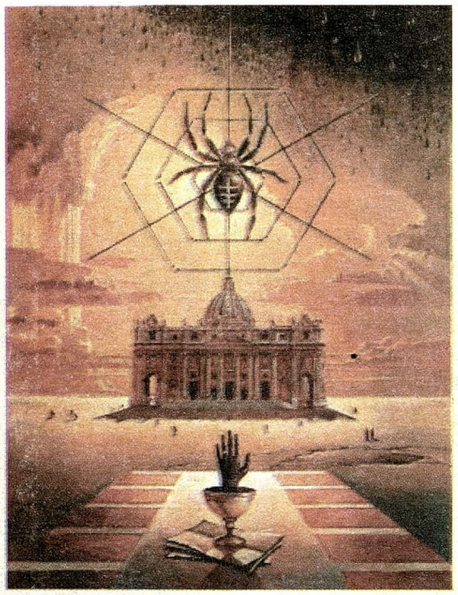
Louise Michel et l'Algérie, par Paco, *page 17*

Colloque Amsterdam 1906, CNT-AIT Pau, *page 19*

Vie du mouvement, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	**France** et DOM-TOM	**Étranger**
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Petite question: d'après-vous, pourquoi les gouvernants et leurs perroquets mènent-ils particulièrement grand tapage en ce moment? Allez, ne tournons pas autour du pot pendant dix plombes et disons-le tout net: si les ci-devant nous prennent pour des jambons, c'est pour pouvoir mieux nous croquer ensuite. Voyons de plus près leurs grossiers stratagèmes. Le Staffordshire de l'Elysée tance Trichet au motif que l'euro fort pénaliserait les entreprises françaises. Itou il fait mine de recadrer Fillon, lequel manquerait de pédagogie pour faire passer un train de « réformes ». Parallèlement, à l'ONU, juché sur un escabeau, il prend la posture du mec qui voudrait tenir entre ses pognes les manettes de l'univers entier. Ici il mandate Borloo, son pitre ébouriffé, pour amuser la galerie avec le Grenelle de l'environnement. Là, il joue au Total droits de l'homme, et cherche à émouvoir le bon peuple avec la pluie de sang provoquée par la junte Birmane.

Et pendant ce temps là, les scrutateurs de l'opinion (sic) s'interrogent doctement sur le désamour qui frapperait soudainement le bull-terrier des riches, ou bien les mêmes se perdent en conjectures sur la réalité (ou pas) d'un... futur plan de rigueur!

Si le foutage de gueule était coté en Bourse, il est certain que son taux ferait péter tous les records. Les salaires tirent la langue alors que l'inflation se dope à l'EPO des profits. Le maquillage des chiffres du chômage n'y peut rien, le nombre de travailleurs privés d'emploi ne cesse de croître. Les sinistres procureurs de la Sécurité Sociale continuent d'instruire de mauvais procès à son encontre. Les fonctionnaires sont encore et toujours pointés du doigt, et les régimes spéciaux sont invités à offrir leur corps à une tronçonneuse nommée « équité ». N'en jetez plus, la cour est pleine.

Reste la question de fond. Comment les capitalistes réussissent-ils à nous saigner en continu sans qu'un raz de marée de luttes n'émerge... pour les submerger enfin?

Retour à la case départ. Ces salopards usent et abusent de moult subterfuges. La culpabilisation ici: « il y a plus malheureux que vous ici ou dans le monde », l'instrumentalisation des émotions, par exemple avec la Birmanie ou le Darfour (pour les sans papiers R.A.S), le rajout d'une grosse pincée de poudre (colorée) aux yeux avec le Barnum du développement durable (sic). Enfin, si cela ne suffit pas, et d'ailleurs cela ne suffira pas, les Déroulède de tout poil sauront bien exciter la fibre nationaliste afin de nous précipiter dans un lointain conflit. L'Iran et ses mollahs noir pétrole = méchants, or les méchants méritent bien la fessée n'est-ce pas? Au fait, qui a dit qu'il fallait se protéger des chiens d'attaque?

Le camelot du nucléaire

Les deux compères s'entendent comme larrons en foire

Le mardi 25 septembre, le chef de file des réactionnaires de France, devenu président de la République, prononçait son premier discours devant la communauté internationale rassemblée à l'occasion de la 62e Assemblée générale des Nations unies. Fin tacticien, il a exprimé, au nom de la Communauté européenne, des arguments en faveur de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2050. Dans le même discours, il argumentait en faveur du plus large accès à la filière nucléaire civile, incluant l'Iran parmi les États à équiper. Décryptage.

Le nucléaire civil, quel avenir?

Le fait que l'homme d'État français utilise une tribune aussi prestigieuse pour mettre en avant la question de la filière nucléaire ne peut se comprendre que si on a une vision d'ensemble des intérêts défendus.

Des éléments structurels et conjoncturels peuvent inquiéter les partisans du développement de la filière atomique. Tout d'abord, les réserves de minerai d'uranium ne sont pas infinies. Même si les matières secondaires (uranium militaire reconverti, uranium appauvri réenrichi, uranium stocké) entrent pour une part non négligeable dans ce calcul des ressources disponibles, le minerai de base n'est réputé disponible qu'en fonction de sa valeur sur le marché mondial (300 dollars le kilo). S'il est à prix bas, il ne sera extrait que sur des sites faciles à exploiter: trente ans de ressources seraient alors disponibles. En revanche, si le kilo de minerai flambe, les réserves seraient alors de soixante ans[1]. Et ainsi de suite.

Actuellement, des signes sérieux laissent penser que le nucléaire civil connaît une dépression durable, qui agit sur la demande d'uranium, réduisant donc l'offre de minerai. D'abord, le parc vieillissant des centrales amène plus de cessations que de constructions nouvelles, le « boom » ayant eu lieu il y a 50 à 60 ans. Les pays ayant pris la décision de sortie du nucléaire sont très hésitants pour une volte face (Etats-Unis, Brésil, Grande-Bretagne...) et d'autres pays (Japon) secoués par des scandales, voient une opinion publique très sensibilisée à ce sujet. De plus de la moitié des réacteurs dans le monde se trouve en Europe de l'Ouest. Pourtant, la communauté européenne n'envisage pas la filière nucléaire comme fournisseuse d'énergie d'avenir. La déclaration en ce sens du président français, le 10 septembre, a fait réagir le ministre allemand de l'environnement, Sigmar Gabriel, qui a souligné que cette position sert essentiellement les intérêts français. « Mais ceux-ci ne sauraient être le critère de la politique européenne en matière d'énergie et de protection du climat, a-t-il dit, l'énergie nucléaire est tout sauf une technologie du futur. » Rappelons tout de même que le groupe Siemens, allemand, est un des principaux actionnaires d'Areva... Le nucléaire, pas chez nous, s'il vous plaît...

Ajoutons à tout cela que les tentatives françaises pour vendre le prototype EPR, qui sera construit à Flamanville (Manche)

n'a abouti pour l'instant qu'à une vente en Finlande (dont le chantier a pris un retard considérable) et deux autres en Chine, mais comme simple prestataire. C'est dire que cette voie de production énergétique ne ravit personne. D'autant plus que…

Les difficultés d'Areva

Cette société française est un des fleurons de l'industrie tricolore, et leader mondial sur le marché du nucléaire. Elle fait l'objet d'une étude pour une privatisation partielle (25%). Aujourd'hui, elle est fortement concurrencée par Toshiba-Westinghouse, General Electric-Hitachi et bientôt Atomenergoprom (Russie). Obligée de se diversifier, sur un marché à la baisse, et qui risque de manquer de matière première d'ici à trente ans, elle doit relancer son leadership sur son marché historique. Pour cela il lui faudra trouver 15 milliards d'euros d'ici à 2012, alors qu'elle verse chaque année de grosses sommes au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour financer le démantèlement des installations nucléaires civiles et militaires françaises. À titre d'exemple, le démantèlement du site gardois Marcoule est estimé à 6 milliards d'euros, et celui de Superphénix à 2,7 milliards. Ces prévisions d'investissements, sans doute largement sous-évaluées, empêchent donc la société Areva de payer sa diversification.

C'est dans ce cadre global qu'il faut entendre le discours de Sarkozy qui déclare que tous les pays — Iran compris — doivent avoir accès au nucléaire civil mais qu'il faut rester intransigeant contre la prolifération à usage militaire. C'est très hypocrite d'affirmer qu'il faut contrôler l'usage militaire, puisque l'obtention des brevets d'exploitation civile est la première étape nécessaire pour se doter à terme d'un armement atomique. Sarkozy est un attaché-case de l'industrie française nucléaire; faute de débouchés en Europe, il valorise cette filière et le « savoir-faire » français dans l'enceinte de l'ONU où tous les pays sont représentés et l'écoutent. Il défend les intérêts des capitalistes privés et publics[2] français à l'étranger.

Il est donc tout aussi légitime de manifester une opposition résolue au développement du nucléaire. C'est ce que nous ferons le 10 novembre à Marseille, lors de la mobilisation contre le pharaonique projet Iter. Car si des décisions pour le redéveloppement de la filière nucléaire sont prises par des dirigeants qui ne tiennent pas compte de l'opinion publique pourtant défavorable, et ne nous consultent pas, alors l'opposition résolue et la désobéissance sont nos outils.

Daniel

(Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste)

1. Revue des ingénieurs, janvier 2003, pp. 23-29.

2. L'État français, via le CEA, reste actionnaire majoritaire d'Areva (79 % des parts).

Prison psychique

Le discours de la justice est hermétique, intentionnellement pour que personne ne comprenne, et les politiciens et les médias n'expliquent jamais rien comme d'habitude. Nul n'est censé ignorer la loi, mais elle reste incompréhensible. Ainsi, en cas de meurtre par un patient délirant et halluciné qui n'avait pas conscience et n'était pas responsable de ses actes au moment des faits, le juge applique la loi après expertise et décide d'un non-lieu, sans en expliquer la signification, drapé dans son hermine et son personnage de magistrat.

Non-lieu ne signifie pas que l'acte n'a pas eu lieu et que la personne n'en est pas l'auteur. Cela veut dire qu'il n'y a pas lieu de poursuite pénale car il y a irresponsabilité au moment des faits, et que la personne ne va pas en prison mais à l'hôpital pour être soignée. Mais la partie civile, dommages et intérêts, persiste.

La parole symbolique de la justice devrait énoncer les faits, l'acte a eu lieu et la personne en est l'auteur si la preuve en est faite, même s'il n'y a pas poursuite sur le plan pénal. Cela est d'ailleurs inscrit auprès du tribunal et de la préfecture qui décide de l'hospitalisation d'office. Le soin reprend la situation pour que le patient prenne conscience de ses actes. L'éthique, symbolique, est alors rappelée, à savoir que la liberté suppose le respect d'autrui, et qu'être libre c'est être responsable.

La proposition de Sarkozy d'un procès spécial pour les malades est donc totalement inepte. Cette démagogie criminalise la maladie psychiatrique comme au temps du fascisme. Cela traduit son délire paranoïaque où il amalgame psychiatrie et délinquance. Il avait déjà écrit une loi comme quoi « tout malade mental est un délinquant potentiel », ce qui est totalement faux. Cela devient le discours dominant repris par les politiciens et les médias. Quant aux juges, ils ne se donnent pas la peine d'expliquer quoi que ce soit.

Cela permet de ne pas régler la question sociale, et de ne pas donner les moyens d'une prévention socio-éducative. La sociopathie délinquante et violente pose la question de la destruction de la trame socioculturelle par le capitalisme. En période de crise, cela renforce la paranoïa fasciste de l'État, incarnée par Sarkozy. Pour empêcher le fascisme, il faut supprimer le capitalisme et l'État.

Jean Montjot

Justice aveugle

Il est huit heures et quart à Millau, le dimanche 22 avril dernier, c'est le début de la soirée électorale du 1er tour de la farce présidentielle. Une grande majorité des habitants est béatement devant sa télévision ou son poste de radio, la nouvelle de l'élection de Nicolas Sarközy de Naguy bocsa à la présidence de la République vient de tomber. Soudain, les unes après les autres, les six chaînes hertziennes (de TF1 à TF6) disparaissent des écrans. 4000 à 10000 foyers se retrouvent privés d'images, coupés de l'information. Les téléphones portables et les radios subissent le même sort. Toutes les antennes de TDF sont hors d'état de nuire. L'opérateur constate aussitôt que ses antennes émettrices dans les environs ont toutes été sectionnées, à coups de hache semble-t-il! Sabotage? Action commando? Origine criminelle? L'enquête durera Jusqu'au 11 septembre.

Ce jour-là les pandores sont venus cueillir Guilhem et Rémi au saut du lit pour les placer en garde à vue. Les deux amis ont reconnu les faits, en revendiquant le caractère militant de leur action. Ils sont mis en examen pour dégradation de biens d'autrui, d'objets d'utilité publique et association de malfaiteurs. Rémi sera rapidement relâché et placé sous contrôle judiciaire. Guilhem, lui, est un récidiviste, il avait participé à une belle action antipub sur Saint-Affrique. En vertu de la nouvelle loi du 10 août 2007 sur les récidives, obligeant les juges à appliquer la peine plancher sans tenir compte de la personnalité de l'intéressé, ni des circonstances dans lesquelles les faits été commis, il encourt une lourde peine, il est donc placé en détention provisoire à la prison de Rodez. Un comité de soutien s'est aussitôt monté pour obtenir la libération de Guilhem. Pour avoir soustrait pendant quelques heures les habitants de sa ville à la propagande nauséabonde des médias de masse, il risque de croupir des années dans les geôles de l'État.

Vianney

Pour rejoindre le comité de soutien, pour soutenir Guilhem, lui écrire :
comité de soutien pour la libération de Guilhem, chez M. Lacombe.
Salelles
12480 Saint-Izaire.
tél. 05 65 99 45 65.

À l'ouest :

Correspondants locaux de presse en lutte

Dans le dernier numéro (1487) du *Monde libertaire* nous indiquions que ça bougeait dur du côté de la presse régionale, au niveau patronal en l'occurrence. Et bien est-ce l'effet du hasard ou d'une quelconque prémonition, les Correspondants locaux de presse (CLP) d'un hebdomadaire du Calvados ont décidé de passer à la lutte. Les raisons de cette colère? La baisse significative de leur rémunération (20 à 30 %) car la direction a décidé de revoir à la baisse la cotation des articles. Ici on parlera plutôt de dé-cotation. Ainsi sur 25 CLP, 18 ont décidé de mener un combat offensif. Dans un premier ils ont tenu une assemblée générale à l'initiative de la CNT bas-normande. Durant plus de deux heures, les CLP ont exposé leurs griefs à bâtons rompus. Puis il a fallu se mettre d'accord sur le chemin à suivre. Deux points ont été votés à la majorité à savoir: la grève dite du papier et du stylo et la non-participation à une réunion avec la direction (le jeudi 4 octobre). Précisément à un cocktail au cours duquel le patron devait exposer les tenants et aboutissants de la nouvelle politique du journal et présenter la grille de cotations. Cette dernière s'impose « dans un contexte concurrentiel qui ne permet plus d'erreur de gestion », indique le singe du journal. Mutation dans le fonctionnement et objectif de modernisation sont les mots d'ordre des grosses légumes. Dans un tract distribué par des syndiqués CNT et non-syndiqués, les révoltés expliquent que « les CLP sont la cheville ouvrière de la PQR. Sans eux pas de journal, sans eux pas de relais de la vie locale… » Et au Jean Foutre de leur expliquer que le CLP doit être « valorisé et aidé » Être au « cœur du dispositif rédactionnel » et « tenir à l'extérieur le rôle d'ambassadeur du journal » Pour sûr qu'on ne racontera pas des sornettes aux bons bougres et bougresses de CLP! Va falloir que le taulier démuche l'artiche des profondes de son complet-veston. Pas un pourliche, de la bonne galette! Sans ça les goulâfres vont se mettre à ferrailler, à remuer dans les brancards. Et pis comme j'aime bien Mimile d'Pantruche (Émile Pouget), je vous livre texto ce qu'il disait dans son canard le goulipiaux. « Au lieu de liarder avec le singe, et de lui mendigoter quelques centimes d'augmentation, les grévistes proclament qu'il n'y a pas à discutailler avec lui… » Les CLP sont pas fous, i z'affrontent pas le cézigue de face pour le moment mais de manière détournée. Là où ça fait mal: le coffre-fort du patron. Même que certains guère au faite des moyens de combats anarchos, se mettent à causer action directe! J'vas vous dire je suis fier de l'attitude des CLP parce que leur mobilisation a été spontanée et directe, on a enquillé sur le mouvement. Maintenant faut continuer notre bonhomme de chemin qui sera ribotu sans aucun doute! A mauvaise paye, mauvais travail.

Un Peinard
De la CNT bas-normande
avec le concours des CLP

Quand l'autruche éternue…

Mince alors…

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? **« La révolution est en marche »**, si si, c'est Borloo qui le dit. Mince alors, et personne ne nous a prévenus? Pas d'inquiétude, camarades, Borloo-le-clown pense à nous: **« des propositions concrètes vont être soumises aux Français sur Internet. Objectif: sauver la planète. »** Bof, ça manque un peu d'ambition.

Trêve de plaisanterie, car l'époque est au sacrifice! **« Français, on va vous demander un effort »**, titrait le *Parisien*, le 25 septembre dernier. Mince alors, ça faisait longtemps… Ainsi Eric Woerth, ministre des Comptes publics (oui, ça existe), en présentant le projet de budget 2008 fut sans ambiguïté aucune: **« C'est la fin des rustines et du Ripolin »**, osa le garçon, très sixties. Comme il est triste de voir ainsi disparaître deux fleurons de l'industrie française…

Loin des odeurs de colle et de peinture, Copé, président du groupe UMP, trouve encore le temps de faire des piges dans un grand cabinet d'avocats d'affaires. **« Les députés doivent garder les pieds sur terre »**, s'est justifié le mariole. Et lorsqu'il fut suspecté de mélanger serviettes et torchons son pote Jégo vola illico à son secours: **« On nous reproche d'être enfermés dans les palais de la République, et quand on met les pieds dans la vraie vie on en prend plein la gueule. »** Pauv'caille, va…

Plein la gueule, l'avocat d'affaires devenu président de la République ne risquait pas de s'en prendre, à la suite de son discours devant l'ONU: **« Je m'adresse à la conscience de tous ceux qui ont une responsabilité dans la conduite des affaires du monde. Parce que, sinon, les pauvres et les exploités se révolteront contre l'injustice qui leur est faite. »** Notez bien le sinon. Tout le sarkozysme tient en ce sinon. Mais tandis que leur chef bien-aimé pérorait à New York, les sénateurs français, du moins une partie d'entre eux, se risquaient à freiner un peu le présidentiel projet: **« Nous avons eu la volonté de ne pas utiliser un marteau-piqueur pour écraser une mouche »**, expliquait Jean-René Lecerf, sénateur UMP, à propos du rejet de l'amendement Mariani sur les tests ADN. Des mouches que sont les sans-papiers, on sait de toute façon qu'elles passent par la fenêtre, non?

Et la gauche, me direz-vous? Après avoir caressé Marie-George dans le sens des plumes lors de la fête de l'Huma, Hollande a rencontré Bayrou. Pour ce qui reste du PS, il n'y a de râteliers qui comptent que ceux dans lesquels il reste quelque chose à bouffer. **« A défaut d'avoir la majorité, nous pouvons constituer une minorité d'idées »**, lâcha le premier secrétaire. Pour la minorité, c'est fait. Pour les idées, ben mince alors, sait plus où il les a rangées.

Cela dit le Français de base, qui se lève tôt, a les ongles noirs, se consolera de la méforme de son compte en banque en se remémorant les mots de Bernard Laporte, sélectionneur du XV de France, suite à la victoire contre l'Irlande: **« Ce soir, nous avons été grands, comme le président de la République. »** 1,42 m, au jarret?

Fredo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Nouvelle défenestration

C'est la quatrième défenestration d'une sans-papiers pour fuir l'arrivée de la police en deux mois. Pour RESF, cette situation est la conséquence directe de la course au chiffre du gouvernement. Hortefeux a fixé un chiffre de 25 000 expulsions. Ce chiffre doit être atteint coûte que coûte. On traite des êtres humains comme des statistiques de sécurité routière ou de logement. Lundi 24 octobre, 300 militants étaient réunis devant l'immeuble où s'est déroulé le drame, tandis qu'aucune info n'est passée dans les médias et qu'au même moment, la police essayait de rafler des sans-papiers à cent mètres de là, au métro Belleville. Ils furent vite empêchés par des camarades alertés par portables.

Arrêtez le massacre !

La CGT confirme le suicide d'un technicien de Renault, travaillant au centre d'essai d'Aubevoye (Eure), rattaché au techno-centre de Guyancourt (Yvelines). C'est le 4e suicide de personnes travaillant dans ce centre enregistré depuis octobre 2006...

Test ADN, danger européen !

Pour le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe « la démarche française risque de tirer l'Europe vers le bas, en conduisant d'autres pays à adopter une mesure identique. Dans les pays utilisant déjà l'ADN la pratique repose sur le volontariat et n'est utilisée que de manière exceptionnelle pour quelques pays dits « sensibles ». Elle est gratuite en Italie, aux Pays-Bas et en Grande Bretagne, tandis que la France envisage de ne rembourser que les familles pour lesquelles le lien de filiation sera bien établi par le test. De plus, il est question que cette pratique devienne une règle générale, ce qui légaliserait les tests génétiques et risquerait de se généraliser en Europe, faisant disparaître le principe de volontariat ». On ne peut pas être plus clair...

Chômage : j't'embrouille

Une réévaluation du taux de chômage est à l'ordre du jour, mais « pour éviter une impression négative sur la population », un conseiller du chef de l'État a expliqué au *Monde*, que le basculement pourrait se faire « lors d'un bon mois, où le taux de demandeurs d'emploi n'est pas trop élevé. On éviterait de créer un traumatisme dans l'opinion ». Fastoche !

Casse sanitaire

550 postes seront supprimés à l'hôpital du Havre, dans une région qui affiche une surmortalité supérieure de 12 % à la moyenne nationale. Pour SUD, « c'est une étape nouvelle dans la dégradation de la situation de l'établissement, dont 80 % des agents sont des femmes. Avant, l'hôpital du Havre était victime d'une mauvaise répartition des crédits, mais aujourd'hui les mesures annoncées sont révélatrices de la sous-dotation générale des hôpitaux en France ».

Stéphane Lhomme condamné

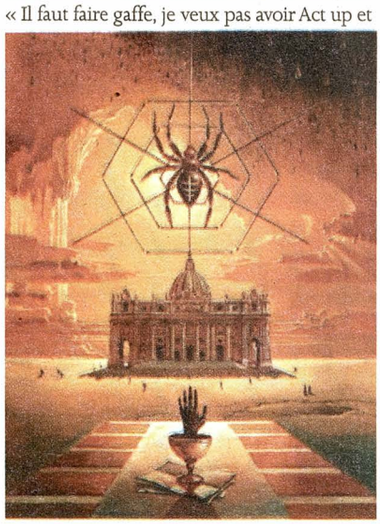
Le porte-parole du réseau Sortir du nucléaire a été condamné par la cour d'appel de Bordeaux à deux mois de prison avec sursis, le 19 septembre dernier, pour violences commises sur un procureur. Cela sans certificat médical, sans aucun blessé ni la moindre ecchymose. Pas de partie civile, pas de plaignant. À l'occasion du 3e anniversaire du dépôt de la plainte contre « Tchernoblaye», Stéphane avait occupé un échafaudage situé dans la cour du palais de justice, un policier et un procureur étaient arrivés à l'en faire descendre. Pourtant, ces derniers ne sont pas parties civiles et ils n'ont aucune blessure (ce qui est bien logique puisqu'ils n'ont évidement subi aucune violence).

Le Sénat fait de la résistance ?

La commission du Sénat a supprimé l'amendement au projet de loi Hortefeux qui instaurait la possibilité d'un test ADN pour les candidats au regroupement familial.

Robert Hossein a la trouille d'Act-Up

Robert Hossein s'apprête à canoniser Jean-Paul II l'assassin mort avec le sang du sida sur les mains, dans sa prochaine pièce qui débutera à Paris. Faisant l'éloge de l'ancien pape « à raigner » dans sa lutte contre le communisme et l'antisémitisme, Hossein n'a pu éviter d'aborder également la question du préservatif, mais a avoué dans une interview de *l'Express* : « Il faut faire gaffe, je veux pas avoir Act up et



ses banderoles dans la salle. » D'autant qu'Hossein a invité 300 prêtres à l'une de ses représentations, ainsi que le cardinal Roger Etchegaray qui a promis d'assister au spectacle. Il y a fort à parier que si les militants d'Act-UP décident de relever le défi, les anars pourraient être de la partie, 300 prêtres il y a de quoi nous attirer !

UGC aplanit la culture par le bas

À Montreuil (93), le cinéma d'art et d'essai « Le Meliès » fait l'objet d'une plainte de la part du groupe UGC, lequel possède, non loin de là, un complexe multisalles. Le crime du Meliès, cinéma d'art et d'essai ? Etre subventionné en partie par la mairie, et pouvoir ainsi proposer des tarifs préférentiels, lesquels permettent aux Montreuillois de voir autre chose que les blockbusters ricains et les comédies franchouillardes. UGC a également engagé d'autres procédures en province (Lyon, Épinal), et semble bien décidé à faire la guerre aux petites salles. Aussi la Palme d'or du salaud revient-elle sans conteste à Alain Sussfeld, directeur d'UGC, qui déclare : « jusqu'à preuve du contraire, le secteur du cinéma est concurrentiel, régit par les lois du marché. » Et ma main dans ta gueule, elle est concurrentielle ?

Groupie

L'Aube, le soir ou la nuit, le livre que Yasmina Reza a consacré à Sarkozy, est en tête des meilleures ventes. Auteur de théâtre et de romans, Reza a suivi le candidat pendant un an, jusqu'au six mai. Le résultat ? Une sorte d'article pour presse people, mais long de 200 pages. D'aucuns continuent de se demander ce que Reza, qui longtemps eut du talent, a voulu faire ou démontrer. La place d'écrivain officiel du suzerain, en tout cas, n'est plus libre, et le succès est au rendez-vous. Sarkozy bien sûr est ravi, qui squatte jusqu'à la rentrée littéraire, profite de l'occasion pour clamer tout haut son inculture crasse en affirmant qu'il n'a, évidemment, « pas lu le livre ». Dans l'affaire, la littérature vient de perdre un de ses meilleurs éléments.

Le n° 2 du Medef épinglé

Denis Gautier-Savagnac, négociateur en chef du MEDEF, président de l'Union patronale de la métallurgie, vice-président de l'UNEDIC, a effectué entre 2000 et 2007 des retraits de fonds en liquide d'un montant total de 5,6 millions d'euros.

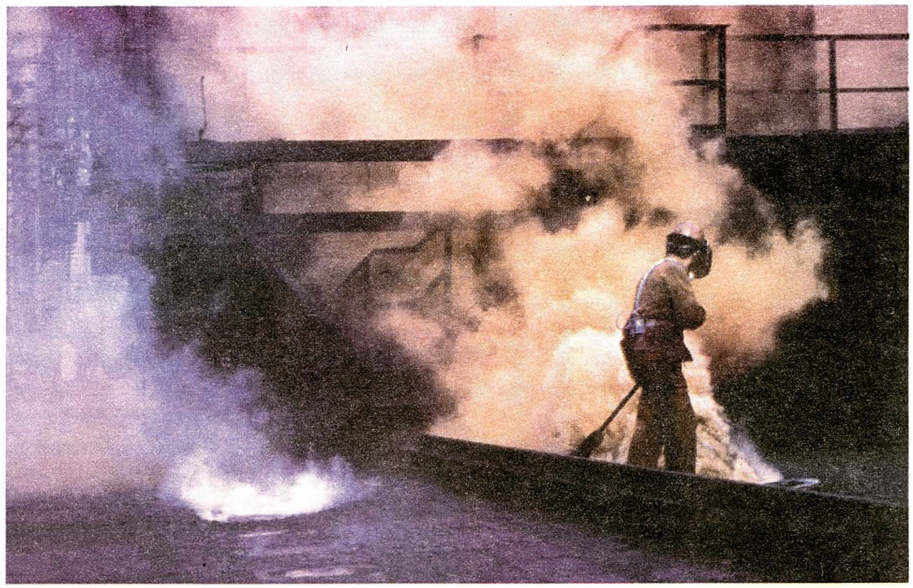
Médias à la botte !

Jean-Louis Borloo a convoqué dans son bureau plusieurs dizaines de patrons de presse pour leur demander notamment de « s'engager à amplifier les émissions ou les reportages consacrées aux grandes urgences gouvernementales » (sources : 20 minutes) Au nom de la bonne cause, les pressions sur les médias se font désormais à jeu ouvert, un signe de plus du renforcement du contrôle de l'« information ».

Famine au pays de la viande

Dans la province du Chaco, en Argentine, douze Indiens sont morts de faim au cours des deux derniers mois. La famine s'étend dans les banlieues de la capitale régionale où viennent s'entasser les paysans sans terre ni travail.

« Bon pour le travail »



La part maudite

Vos poumons se calcifient et impossible de recracher les maudites fibres. Identiques à du verre coupant, elles se sont plantées au fond des poumons de Marie-Jeanne quand elle travaillait dans cette usine baptisée l'« enfer blanc ». Les milliers de victimes de l'amiante, une leçon contre d'autres tragédies industrielles ? Pas vraiment. Quand on pulvérise le sol à coups de pesticide, il n'y a pas que les insectes qui trinquent. Employé aux épandages, José, ouvrier agricole, a contracté la maladie de Parkinson. Hervé, lui, souffre de stérilité, ses spermatozoïdes foutent le camp, exterminés par les vapeurs des éthers de glycol reprotoxiques qui l'ont imprégné durant plus de quinze ans à la Régie. Ici, l'atelier fabrique des vitamines destinées aux poulets industriels. Et si ces friandises font la joie des poulets, le chloracétal ne fait pas celle de Robert atteint d'un cancer du rein : la molécule est connue pour ses pouvoirs toxiques et mutagènes, en particulier sur les reins. Là, à force de respirer les émanations de peinture, un ouvrier est tombé malade. Exposé sans précautions, Lucien est aujourd'hui « dévoré » par les métastases.

Un vrai cauchemar ! Et le pire est à venir[1], plusieurs spécialistes n'hésitent plus à parler de « bombe à retardement ». Allons… ne venez pas nous dire qu'un scandale pareil à celui de l'amiante nous pend au nez, ça se saurait ! Rien, motus et bouche cousue. La balance des pertes et profits a parlé : d'un côté, des millions de maladies susceptibles de se déclarer dans vingt ans… de l'autre, les millions d'euros à se mettre dans la poche tout de suite.

Et voilà que de plus en plus de victimes se retrouvent pour sortir de l'angle mort où beaucoup entendaient les reléguer. Pointés du doigt, personne ne peut plus nier les dangers mortels du travail, d'où la nouvelle stratégie des entreprises : la précarisation des risques. Une spécialité d'EDF, qui fait travailler à l'intérieur de ses centrales nucléaires plus de 30 000 intérimaires, appelés « steaks à rems » (unité de mesure radioactive). Principalement menacés, ils encaissent 80 % des radiations reçues par les travailleurs de l'atome. Isolés, le travailleur précaire garantit une invisibilité avec en prime en cas de pépin le moyen de s'abriter derrière le « faux nez » de la sous-traitance.

Lobby des rentiers

Reste qu'un jour la Sécu, mais aussi les industriels et les assureurs, doivent payer. Voici les victimes devant les tribunaux : plusieurs milliers de procès et de demandes d'indemnisations sont en cours… Le scandale gonfle, les associations de victimes débordées. La question des maladies professionnelles et leur indemnisation inquiète de plus en plus les entreprises, les actionnaires, et les retraités des fonds de pension qui veulent voir leur cagnotte prospérer de 15 % par an. Qu'ils se rassurent, si l'on est atteint de cancers, de maladies neurologiques, ou de désordre hormonaux… ce n'est pas la faute des saletés que nous fabriquons, ce sont nos gènes qui ne tiennent pas la route : le pistage biologique est la dernière trouvaille des industriels pour éviter de porter le bonnet. Quels seront les budgets alloués à la recherche ? Énormes, il faut dire que la chose est capitale. Fliqué par nos gènes, bientôt, il leur suffira de tripoter le clavier de l'ordinateur pour sortir notre fiche ADN où logent 3 milliards de renseignements, un trésor pour l'employeur : trop sensible aux substances toxiques ? Vous ne possédez pas les « bons » gènes, dehors !

Et comme il n'y pas de bonne démonstration sans exemple… Voici les propos éloquents de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) condamnant en 2003 l'enjeu de la recherche génétique sur la susceptibilité individuelle au risque. Rapportés par Annie Thébaud-Mony dans son ouvrage *Travailler peut nuire gravement à votre santé* (La découverte, 2007) : « Il s'agit d'identifier les "travailleurs à risque" et de les exclure avant exposition pour réduire les coûts d'indemnisation à payer par l'employeur et les assureurs, ou alors ne prendre que la "part attribuable" au travail dans l'indemnisation des maladies professionnelles […] ».

Toubib nazi

Un *remake* d'une pratique qui relève davantage de la médecine légale que d'un véritable outil de prévention. En 1916, deux médecins légistes, Mazel et Leclerq, vont jeter les bases de la doctrine de la médecine du travail. L'idée : faire travailler des individus de « moindre valeur » dans un esprit de rationalisation industrielle et biologique. L'affaire sera prise en main en 1941 par Alexis Carrel à la demande du maréchal Pétain, ça semble loin derrière, et très près devant…

Jamais on ne dira des accidents et maladies professionnels mortels que ce sont des homicides dus à des employeurs qui rêvent de transformer leurs petites entreprises en paradis d'esclavagistes où l'on travaillera plus, non pas pour gagner plus, mais pour acheter une solide corde à un schoïnopentaxophiliste (collectionneur de cordes de pendus, ça existe !). Et que les médecins du travail, qui ont un minimum d'éthique médicale, ne s'avisent pas de s'intéresser aux mauvais traitements subis par les salariés. Ils sont priés de regarder ailleurs, la santé et la sécurité au travail ne doivent pas être un obstacle, dès lors que l'on peut la monnayer. Le contrat de travail est en ce sens pleinement un contrat de sang, et se caractérise bien par un « lien de subordination ». Le travailleur, le nouveau Sisyphe, peut rouler sa pierre, la valeur Travail a encore de beaux jours devant elle.

Thierry

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

1. On trouve plus de quatorze produits cancérogènes dans le chariot d'une femme de ménage travaillant au nettoyage des bureaux.

Birmanie dictature oubliée?

«**Chea Vichea, défenseur des droits de l'homme** et président du syndicat des travailleurs du royaume du Cambodge a été assassiné le 22 janvier 2004 vers 9 heures du matin. Dans une rue très fréquentée de Phnom Penh, deux hommes sur une moto Honda se sont arrêtés devant un kiosque à journaux où Chea Vichea lisait chaque matin les nouvelles du jour. L'un des deux hommes est descendu de moto et a tiré sur lui trois coups de feu à bout portant. Chea Vchea est mort sur le coup. Bien que l'auteur du meurtre et son complice n'aient pas tenté de dissimuler leur identité et malgré la présence de nombreux témoins au moment des faits, personne n'a encore été déféré à la justice pour répondre de cet homicide.»

Ce rapport d'Amnesty international nous rappelle des situations comme en Amérique latine où nous avons plus à l'esprit l'existence de dictatures militaires, actuelles ou passées. Mais en Asie on oublie que certaines contrées n'ont pas grand-chose à envier à l'Argentine ou au Chili des dernières décennies.

Le cas du Cambodge est évoqué ci-dessus, mais la triste actualité met à la une la Birmanie. Ce pays (50 700 000 habitants, capitale Naypyidaw) voit en ce moment un mouvement de protestation à la suite de l'augmentation massive des prix. Au milieu du mois d'août, c'était l'opposition laïque (Ligue internationale pour la démocratie) qui était en tête des manifestations. Après de nombreuses arrestations, le mouvement a été relancé par de jeunes religieux. Pour nous anarchistes il est étrange que des bouddhistes appellent à rejoindre les marches de protestations, s'opposant aux militaires du régime. Espérons que l'avenir ne verra pas des retournements de situations. Il est quand même à noter que les religieux, choyés par le régime, ont rejoint la population civile.

Qui est au pouvoir en Birmanie? La junte militaire du SPDC, Conseil d'État pour la paix et le développement. L'assignation à résidence d'Aun San Sum Kyi (Prix Nobel de la paix, porte-parole de l'opposition) est connue du grand public, mais la répression du mouvement social l'est moins. Emprisonnement, torture sont le lot quotidien des militants de la Fédération indépendante des syndicats de Birmanie (FTUB) qui est tout simplement interdite.

On connaît, avec les activités du groupe Total (dénoncées tardivement par le joggeur de l'Elysée) le recourt systématique au travail forcé, mais la notion de droit reste «floue» en Birmanie. L'héritage de l'ère coloniale anglaise est toujours présent, la législation birmane s'appuyant sur des éléments de l'ancien droit coutumier britannique. Ce qui fait que des décisions officielles peuvent être annulées par des décrets militaires. La Constitution (adoptée en 1974 mais suspendue en 1998) reconnaît dans les textes la liberté d'association, donc celle de créer des associations professionnelles. Mais la loi sur les syndicats (1926) impose que 50% des travailleurs adhèrent à une organisation syndicale pour qu'elle soit légalement reconnue...

Le syndicat FTUB est régulièrement accusé d'être un gang terroriste, ses militants sont forcés à l'exil. Le syndicat des gens de mer (SUB) est également hors la loi en Birmanie.

«Les nouvelles technologies ont tout bouleversé. Il y a vingt ans, la répression s'était abattue en silence. Elle avait été beaucoup plus rapide beaucoup plus violente. Sans témoignage, la junte va tout se permettre», déclarait la semaine dernière Sunai Phasuk, de Human Rights Watch, à l'annonce du blocage des réseaux de mobiles et d'Internet. À l'heure où vous aurez ce *Monde libertaire* dans les mains, on saura si l'opinion mondiale, en apportant son soutien aux manifestants birmans, aura réussi à faire fléchir le pouvoir militaire à Rangoun.

La diplomatie française se noie dans l'hypocrisie, la Chine n'a pas condamné la répression et on se rappellera ce que Bernard Kouchner* écrivait dans un rapport sur le chantier d'un gazoduc réalisé par Total: «L'époque n'est plus à l'embargo ou au boycott.» Les crocodiles de la politique internationale s'émeuvent de la répression de la contestation en Birmanie, mais quand les phares de l'actualité étaient ailleurs, les violations des droits de l'homme ne troublaient pas leurs profits.

Alexis Pierre

*. Le dit rapport fait au début des années 2000, avait été payé par...Total !

Allemagne

ROUE LIBRE !

Dans l'usine occupée Bike System GmbH, les travailleurs enclenchent la vitesse de l'autogestion !

Les 135 travailleurs de l'usine de fabrication de vélo Bike Systmes GmbH (dans la province de Thuringe Nordhausen) occupent leur usine depuis le 10 juillet 2007. Ils ont décidé de reprendre la production en autogestion. A cet effet, ils ont besoin d'une commande 1 800 vélos d'ici le 2 octobre.

Les travailleurs de l'usine, en collaboration avec le syndicat anarcho-syndicaliste FAU, lancent une appel à la solidarité.

Depuis plus de deux mois, le personnel occupe les trois sites de l'usine du sud des montagnes du Hars. Ils veulent ainsi empêcher le démantèlement définitif et la vente de l'usine. La mise en faillite a été déclarée le 10 août. L'usine fonctionne actuellement au ralenti, les ateliers sont vides à part celui de la ligne de revêtement. Le personnel reçoit une indemnité de chômage technique et espère qu'un nouvel investisseur avec un nouveau projet va se déclarer.

Pendant l'occupation, au cours des nombreuses discussions entre travailleurs de l'usine mais aussi avec les personnes venues en solidarité, l'idée de reprendre la production en autogestion, au moins pour une petite période, a fait son chemin.

«Puisqu'il n'est pas seulement question d'éviter l'évacuation des dernières machines en attendant qu'un hypothétique investisseur veuille bien se présenter, l'idée de produire nous-mêmes un « vélo-grève » a rencontré de plus en plus d'écho. Maintenant l'opportunité se présente de démontrer notre capacité à développer notre propre concept et à réellement autogérer notre production et notre distribution

Si nous réussissons à réunir 1 800 commandes pour des bicyclettes produites en autogestion, nous pourrons développer les idées de solidarité et encourager les travailleurs qui se trouvent dans des situations similaires à ne pas se laisser facilement restructurer à zéro. Par qui que ce soit!»

Le personnel reçoit le soutien des membres de la FAU (section allemande de l'AIT), qui diffuse dans toute l'Allemagne l'information de cette lutte et soutien les commandes de «Vélo-Grève».

Julien

Pour plus d'information: www.strike-bike.de

États-Unis

Une histoire de patate chaude chez General Motor

En feuilletant distraitement un quotidien du soir en date du 26 septembre, un titre d'article illumine soudain mes pupilles. Le journaliste du *Quotidien Vespéral des Marchés* (comme le dit justement un mensuel vendu à La Librairie du Monde libertaire) indique que « L'avenir de General Motors s'assombrit avec sa première grève depuis 1970 ». Tiens me dis-je, l'UAW (syndicat unifié américain des travailleurs de l'automobile) fort de ses 576 000 membres, et assis sur une cagnotte de 800 millions de dollars (ce qui permettrait aux 73 000 salariés du constructeur de soutenir une grève de plusieurs mois en touchant 200 dollars de soutien par semaine) a donc décidé de ne plus avaler des crotales plus gros que les pots d'échappement des monstres du géant de Detroit?

Vu les circonstances, je décide de faire fi des gaz d'échappement émis par les joujoux qui doivent faire la nique aux vilains Nippons de Toyota et Honda, et me penche derechef sur la mécanique des négociations menées d'un côté par Rick Wagoner, le PDG de GM, et de l'autre par le patron (!) de l'UAW, Ron Gettelfinger.

Argument massue du premier: «Nous devons impérativement baisser nos coûts de production, faute de quoi nous serons contraints de délocaliser à l'étranger et particulièrement en Chine.» Voilà qui est original n'est-ce pas? Puis l'élégant *cost killer*, tout en jouant négligemment avec son flingue, rajoute: « Je vous sens taillé pour gérer le VEBA que nous devons créer. » Précisons qu'un VEBA (Voluntary Employée Benefits Association) est un fonds de placement alimenté par les salariés pour assurer le versement des pensions et de la couverture santé des retraités sur le long terme. Notons que les retraités représentent les trois quarts des effectifs de l'UAW. Interloqué le gommeux Gettelfinger renâcle un peu et répond d'une voix chuintante: « Mais, *Boss*, il faut beaucoup de fric pour faire tourner un tel machin! ». Alors, magnanime, le John Wayne du 4x4 lui rétorque: « Pas de problème mon gars, voilà 36,15 milliards de dollars (ce qui représente 71% de l'encours actuel de GM vis-à-vis des retraites, ce dernier se chiffrant à 51 milliards de dollars), mais ne va pas les jouer à Las Vegas. Enfin, je te promets que pendant quatre ans je ne toucherai pas aux effectifs... enfin le moins possible. »

La grève a duré quarante heures. Le bilan de GM est allégé de 51 milliards d'engagements. La « profitabilité » de GM est restaurée et l'action grimpe de 4,42 % dans la foulée. Les PDG de Ford et Chrysler ont la banane à l'idée des prochaines négociations. Gettelfinger le coyote va raconter des salades aux travailleurs et retraités de GM. Ces derniers, tout en contemplant tristement leurs hamburgers dont la taille leur semble rétrécir à vue d'œil, flairent bien l'entourloupe. Trop tard, un 4x4 rugit et s'éloigne dans un nuage de poussière. Gettelfinger a la dalle, ça tombe bien, Wagoner l'a invité au restau.

Sami Chemin

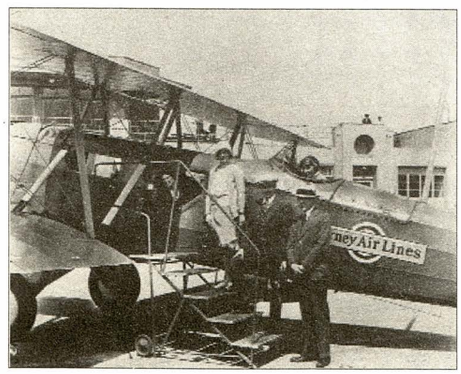
États-Unis
totalitarisme larvé

Plus de cent mille opposants à Bush sont interdits de voyage

L'ADMINISTRATION BUSH se sert de la liste noire des «interdits de vol» pour harceler et punir ses opposants. [IES News Service – 4 août 2007] Plus de 100 000 citoyens états-uniens sont de facto interdits de voyage car ils figurent sur la liste des personnes «*watch*» (à surveiller) et «*no fly*» (interdit de vol). Cette liste, qui incluait au départ des personnes soupçonnées d'être en contact avec des organisations terroristes ou bien posant un risque de sécurité pour les autres passagers aériens (par exemple, parce qu'ils ont été ivres et violents à bord), a été détournée par l'équipe de la Maison-Blanche pour harceler des opposants politiques.

Des citoyens innocents, dont le seul crime est d'avoir émis une critique envers le président des États-Unis sont interdits de vol, harcelés dans les aéroports, fouillés intégralement, bousculés, intimidés voire jetés en prison. C'est du moins ce qu'affirme la célèbre auteure et militante Naomi Wolf dans son nouveau livre, *The End of America*. « C'est une méthode classique des régimes totalitaires », explique Wolf. « Les dissidents et opposants sont bloqués dans leurs déplacements et interdits de sortie du pays. » Wolf a commencé à enquêter sur la «liste noire» en 2002. « Je m'étais rendu compte que chaque fois que je prenais l'avion, même pour des petits vols intérieurs, j'étais identifiée et ciblée par les agents de TSA (Transportation Security Administration) et à chaque fois on me demandait de les suivre dans un local pour y être fouillée intégralement. Les autres passagers n'avaient pas droit à de telles attentions. » C'est au cours d'une ces fouilles qu'un agent TSA lui a dit « C'est pas de notre faute, vous êtes sur la liste. Pas celle des terroristes, l'autre liste. » L'autre liste, c'est celle qui recense les journalistes, enseignants, militants, et politiques « qui ont critiqué la Maison-Blanche. »

Parfois ce ciblage politique fait scandale, comme quand le Sénateur démocrate Edward Kennedy a été arrêté et fouillé cinq fois de suite dans différents aéroports de la côte Est, en mars 2004. Mais le scandale a vite été étouffé et le message envoyé par TSA était clair : peu importe ton statut social, si tu te mets en travers de notre route, tu vas souffrir. C'est ce qu'à appris à ses dépens le député John Lewis de Géorgie. Quand il a voulu protester, un agent TSA l'a violemment bousculé et il s'est retrouvé plaqué au sol et menotté par plusieurs policiers hargneux — qui affirmèrent ensuite avoir été agressés par Lewis.



Même quand les interpellations ne sont pas violentes, le «facteur humiliant» est suffisant pour intimider des dissidents éventuels. Robert Johnson, un simple citoyen, membre d'un groupe religieux contre la guerre, le décrit ainsi : « On m'a ordonné d'enlever mes chaussures. Puis on m'a ordonné d'enlever mon pantalon, puis mes chaussettes. L'agent m'a menacé de me fouiller l'anus. On m'a traité comme si j'étais un criminel. » Il semblerait que les opposants à la guerre soient des cibles favorites du régime Bush-Cheney… et si en plus ils sont féministes, alors le blocage est quasiment certain. Ainsi Jan Adams et Rebecca Gordon ont été interpellés plus de 18 fois à l'aéroport de San Francisco. « Maintenant nous nous présentons au guichet près de six heures avant le vol, sinon nous sommes sûrs de le rater ». Même les leaders politiques ne sont pas épargnés. Nancy Oden, du parti Vert n'a pas pu prendre l'avion entre Maine et Chicago. King Downing et David Fathi, dirigeants de l'influente American Civil Liberties Union ont été détenus et interrogés pendant quatre heures à Newark. Le professeur Walter F. Murphy, de l'université de Princeton, juriste constitutionaliste qui avait osé mettre en question la légalité de certaines décisions de la Maison-Blanche a été bloqué plusieurs fois dans des aéroports. En 2004, après un interrogatoire de deux heures, on lui a rendu sa valise fouillée et saccagée « Elle contenait un certain nombre de notes personnelles qui avaient disparues. Quand j'ai voulu m'en plaindre auprès de TSA, on m'a dit d'aller me faire voir (« *piss off* ») ou alors on me jetterait en prison pour de bon. J'ai préféré ne pas insister, j'étais trop choqué que cela arrive dans mon pays ».

Pour Naomi Wolf la liste « des personnes à surveiller » a été compilée et étendue à partir de 2003 suite à une directive du président Bush adressée aux agences de renseignement. Cette directive ordonne aux agences d'identifier et de surveiller « les personnes dont on peut craindre qu'elles aient des intentions ou des contacts terroristes ». La CIA/NSA et le FBI compilèrent une liste de noms qui fut remise à toutes les agences aériennes. La chaîne de télévision CBS avait réussi, en 2004, à se procurer un exemplaire de cette liste. Elle faisait 540 pages et contenait les noms de 75 000 personnes à fouiller avec beaucoup d'attention et éventuellement à ne pas laisser monter à bord d'un avion.

P. B.
Traduction Grégoire Seither

Grenelle de l'environnement

Com' et tartufades, chronique d'un échec annoncé

Quand on entend le président parler de Mai 68, on comprend vite le mépris qu'il manifeste envers les accords de Grenelle. Alors quand il parle d'un "Grenelle de l'environnement", cela a tout l'air d'un foutage de gueule.

Jean-Pierre Tertrais

QU'ARLETTE LAGUILLIER ENVISAGE son retrait du théâtre politique, rien de plus normal (La Fontaine l'avait déjà prévu : « Tant va la cruche à L.O. qu'à la fin elle se casse » !). Que Besancenot évoque l'autodestruction de la L.C.R., quoi de plus logique, elle a déjà pulvérisé tout idéal. Mais que Sarkozy prétende sauvegarder l'environnement, la suspicion devient de rigueur.

Un dessin humoristique met en scène un délégué syndical faisant irruption dans le bureau du patron en tonitruant : « Les conditions de travail sont déplorables, les salaires sont insuffisants et la photocopieuse est en panne ». D'un calme provocateur, le directeur répond : « Je m'occupe tout de suite de la photocopieuse ! » Effectivement, les dirigeants ne peuvent que s'étendre sur le secondaire, l'accessoire, l'anecdotique parce qu'ils sont dans l'incapacité totale et définitive d'agir sur le principal, le fondamental. Parce qu'on n'a jamais vu dans l'histoire un pouvoir se remettre en cause lui-même, un système se saborder spontanément, le Grenelle de l'environnement ne sera – ne peut être – que poudre aux yeux, supercherie, mascarade, illusoire concertation ayant vocation à préserver l'essentiel : l'ordre établi, le pouvoir, les hiérarchies, les fortunes, les privilèges. Unilatérale, cette initiative ne vise qu'au développement durable du capitalisme.

Pourquoi un Grenelle de l'environnement ?

Il faut se souvenir que l'une des obsessions de Tsarkozy n'est autre que la « liquidation » d'un Mai 1968 rendu responsable de la « déliquescence des mœurs ». L'allusion à cette période d'effervescence met en relief le cynisme du nabot en question. De quoi s'agit-il ? Alors que le nombre de grévistes n'avait jamais été aussi élevé, et que le pays venait de vivre la plus longue grève de son histoire, des accords négociés en hâte, du 25 au 27 mai, entre direction et leaders syndicaux – et notamment Georges Séguy, secrétaire général de la CGT – allaient permettre d'obtenir des résultats, non négligeables certes, mais dérisoires par rapport à l'ampleur du mouvement : augmentation du minimum salarial, réduction du temps de travail à 40 heures hebdomadaires et extension des droits des syndicats dans les usines. Une véritable escroquerie suscitant les huées des ouvriers de Billancourt : il s'agissait essentiellement de mettre fin à la grève, de casser une dynamique de subversion.

Aujourd'hui, la grave crise écologique que nous traversons (pour longtemps) inspire au cow-boy de Neuilly le même scénario. Une course effrénée au profit, une croissance économique érigée en dogme, une croyance tenace dans la science et la technique, un

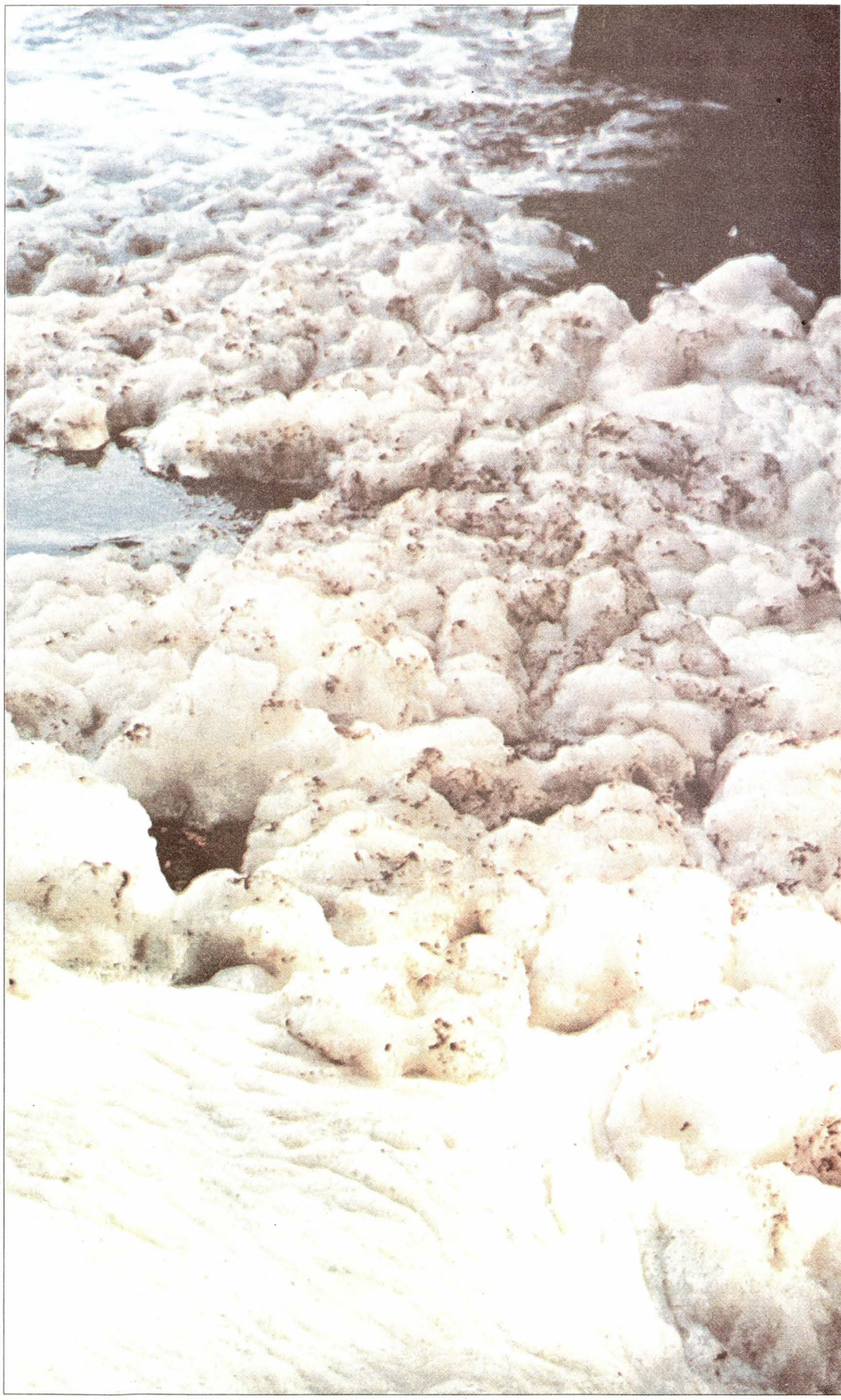
rationalisme aveugle aux limites physiques de la planète, les folles ambitions des politiciens et la faiblesse de l'homme ont proclamé le bipède en question maître et possesseur de la Terre. Tout était permis; tout aura été commis. Le constat est désormais plus que déprimant: la vulnérabilité des équilibres naturels sur lesquels elle repose met en question la vie elle-même. L'affaire est sérieuse: il faut impérativement réagir... En se conciliant les différentes forces en présence, en neutralisant la totalité des acteurs concernés. La stratégie Sarkozy est à l'œuvre.

La tâche est (semble?) facile (la mener à terme sera plus ardu, et même voué à l'échec). La cote de popularité est au beau fixe; le rapport de forces est favorable. Le Pen a été vampirisé par une politique sécuritaire musclée. Les Verts ont le moral au-dessous du niveau de l'amer après être retombés à l'état groupusculaire (1,57 % aux dernières présidentielles: R. Dumont avait rallié autant de suffrages trente ans plus tôt!). Le P.S. est en passe d'être phagocyté par une fallacieuse politique d'ouverture, c'est-à-dire par des « débauchages individuels » rendus possibles par les ambitions démesurées des « éléphants », l'opportunisme et les reniements de ceux qui ont suavement assimilé Machiavel (Kouchner, Rocard, Attali, Lang... intégrés dans diverses commissions, Strauss-Kahn soutenu pour son élection au F.M.I.).

Ayant poussé l'ignominie jusqu'à faire référence à Blum, à Jaurès et à Guy Môquet, il ne restera plus à l'omnipotent qu'à finir de désintégrer la mouvance écolo, qu'à stériliser des O.N.G. finalement inoffensives. La machine infernale est en marche: impliquer ceux qu'aveugle la naïveté, compromettre ceux que guide l'arrivisme, anéantir tout ce qui peut résister à la volonté du prince pour désamorcer les bombes qu'a posées un capitalisme en plein délire.

Des modalités bien maîtrisées

Conforté par l'absence d'opposition réelle, Sarkozy lance donc l'idée d'un Grenelle de l'environnement le 31 mars dernier, lors d'une entrevue avec l'éco-tartufe lobotomisé Nicolas Hulot et quelques O.N.G. Un rendez-vous historique accouchant de mesures concrètes, fortes et rapides! Cette « grande négociation » destinée à affronter la crise écologique qui nous assaille (défense de rire) aura lieu en octobre prochain, et doit aboutir à une quinzaine de projets marquant l'engagement de la France en faveur du développement durable. Les thèmes retenus pour les groupes de travail se déclinent ainsi: climat et énergie, biodiversité, production et agriculture, environnement et santé, économie, démocratie écologique (présidé par Nicole Notat). Les plus optimistes risquent de déchanter rapidement: l'Etat, les collectivités locales, les syndicats, les entreprises et les associations sont censés négocier lors d'une conférence de trois jours selon des procédures artistiquement floues. Personne ne connaît les critères selon lesquels sera effectué le tri des propositions. Le calendrier est imprécis. Plusieurs associations n'ont pas été invitées à la réunion de préparation du 21 mai. C'est, en plus, la foire d'empoigne pour faire partie des groupes dans lesquels font irruption des « personnes morales associées » liées aux intérêts de l'agriculture et de l'industrie!



Que les réactionnaires et les conservateurs se rassurent, le périmètre du possible est déjà délimité: le nucléaire et les OGM ne seront pas négociables, les incinérateurs ne seront pas remis en question, les lobbies agricoles seront brossés dans le sens du poil, les constructions de nouvelles autoroutes sont plus que jamais d'actualité, le transport aérien sera encouragé.

On ne manquera pas, non plus, d'y faire la promotion des agrocarburants alors qu'ils constituent une menace grave à la sécurité alimentaire des deux milliards de paysans pauvres. Bref, tout ce qui s'écarte du programme de l'UMP sera banni. Tout ce qui peut fâcher le business et porter atteinte à la liberté d'entreprendre sera évacué. Si ce n'est pas du foutage de gueule, ça y ressemble fort! Les associations invitées (Les Amis de la Terre, Greenpeace, le WWF et quelques autres) seront une nouvelle fois instrumentalisées. L'infirmerie ne fournira que des soins palliatifs.

Ce Grenelle de l'environnement ne sera que ce qu'il pouvait être: un coup médiatique destiné à vider l'écologie de son sens politique, à la réduire à une annexe du discours économique officiel, à faire croire que les solutions peuvent être consensuelles, c'est-à-dire satisfaire à la fois les salariés et le Medef, les riches et les pauvres, les associations écologistes et les multinationales. Cette pseudo-négociation ne peut être que la réponse des dominants au problème écologique, c'est-à-dire une tentative de diluer la réflexion, de détourner l'attention des vraies causes, de circonscrire les propositions à l'intérieur du système, de convaincre que la croissance économique est compatible avec la protection de l'environnement, d'éliminer des valeurs fondées sur un autre partage des ressources, une autre conception de la richesse. Il s'agit de culpabiliser les individus dans l'obsession des petits gestes quotidiens, en passant sous silence les dégâts résultant des politiques les plus gaspilleuses en ressources naturelles mises en place depuis un demi-siècle (transports, agriculture, urbanisme, énergie, armement...). Le conte de fées s'achèvera par le subventionnement des grandes firmes soudainement reconverties à la protection des libellules.

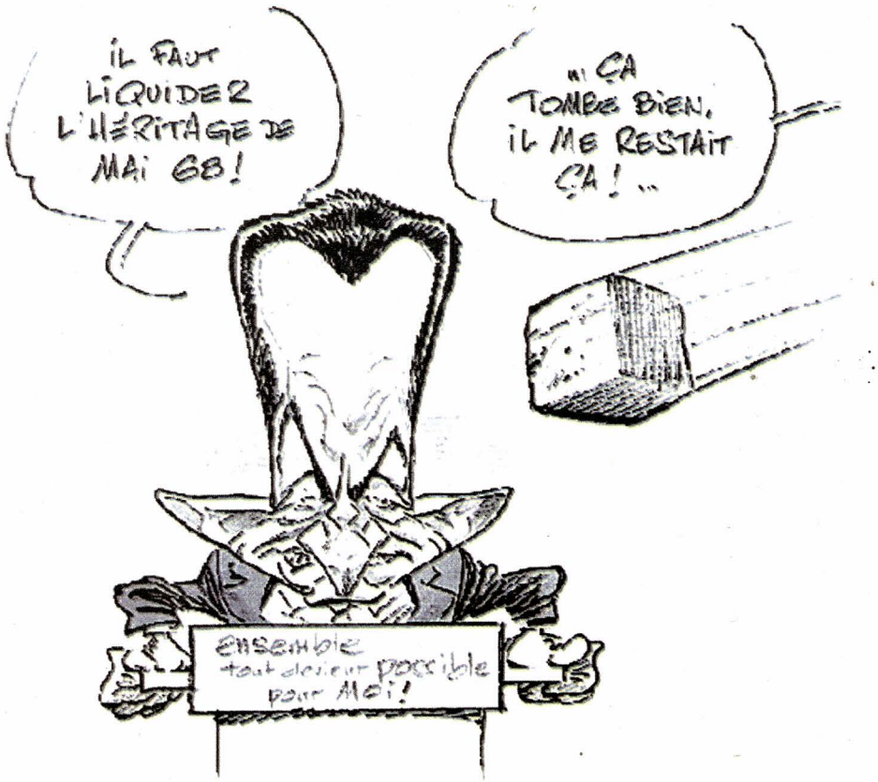
Certains – Verts, alternatifs ou autres – feignent de participer « sans grande illusion », se défendent de « complicité », se targuent « d'arracher des compromis », attendent des mesures qui « répondent à l'ampleur du problème ». Comme si le fait de réintégrer l'environnement dans le calcul économique allait compromettre le profit. Comme si les taxes sur les poids lourds n'allaient pas être répercutées sur les prix à la consommation. Comme si un moratoire sur les transgéniques pouvait suffire à déstabiliser les sociétés nécrotechnologiques. Comme si des propos incantatoires pouvaient magiquement transformer la réalité. Comme si les grandes firmes allaient accepter des décisions nuisant à leurs intérêts. Et même les services publics (ou ce qu'il en reste): la SNCF vient de décider de fermer, dès fin novembre, 262 gares au trafic de marchandises, somptueux cadeau aux compagnies pétrolières. Revendiquer des exigences qui n'ont aucune chance d'aboutir dans le système actuel relève d'une intolérable hypocrisie. On sait qu'il ne s'agit que d'un marché de dupes où les plus pauvres paieront la note d'un productivisme mortifère parce que le capitalisme, encore une fois, est incompatible avec la préservation de l'environnement et la justice sociale.

Seule une rupture...

Faudrait-il, pour autant, cautionner la tenue, le 6 octobre prochain, du « contre-sommet de l'écologie » à Lyon, organisé par La Décroissance, les Casseurs de Pub, la Confédération paysanne, Alternatives non-violentes, CRIIRAD et quelques autres? Faudrait-il faire confiance à ceux qui aimeraient limiter la décroissance à des interrogations, à un contre-pouvoir, au nom d'une méfiance à l'égard de l'idéologie, à ceux qui lançaient un appel pour des Etats généraux de la « décroissance équitable » en vue... des élections présidentielle et législatives de 2007: à ceux qui feignent de croire à l'action régulatrice et redistributrice de l'Etat... pour justifier leurs ambitions, à ceux qui affirment que « la société croissanciste finira par sombrer, minée de l'intérieur » (Paul Ariès) – ce qui les dispense de s'impliquer dans une action révolutionnaire. L'ambiguïté se trouve levée quand on lit, dans « Les cahiers de l'IEESDS » (N° 1-décembre 2006): « La décroissance s'inscrit dans une logique de transformation contre une logique de révolution », et ailleurs « Pour la décroissance le rôle de l'Etat est essentiel. »

Assez de diversion! C'est bien le capitalisme en tant que système qui, avec la complicité de l'Etat, a engendré le saccage de l'environnement. La croissance continue qu'il exige pour masquer les inégalités, pour remédier à l'absence de partage des richesses, est responsable du fait que l'empreinte écologique mondiale de l'humanité dépasse aujourd'hui de près de 30 % les capacités biologiques de la planète. Nous dilapidons le capital naturel. Les générations futures n'y résisteront pas. Ils subiront le poids cumulé de deux dettes: écologique et financière.

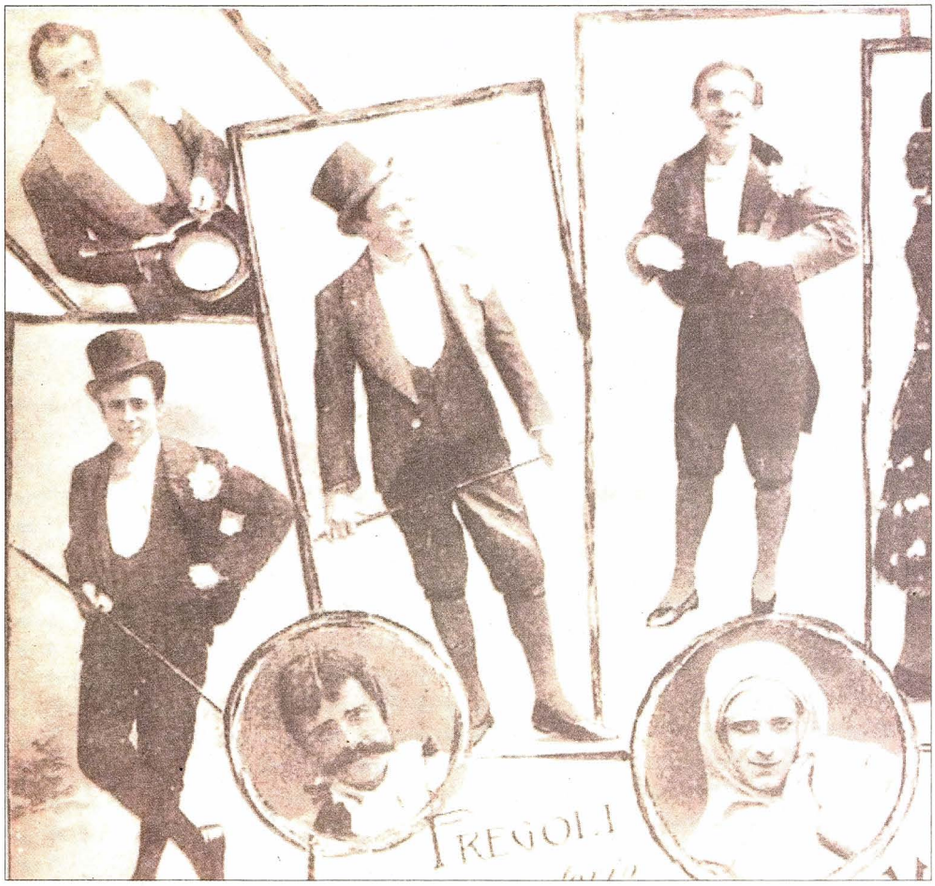
Tout aménagement, toute réforme, toute mesure, quels qu'ils soient, s'inscrivant dans le cadre de ce système, est donc voué à l'échec. Pour avoir fermé les yeux pendant quarante ans, l'écart est trop important entre l'étendue des dégâts et l'efficacité des solutions susceptibles d'être apportées. Parce qu'il revendique une croissance économique désormais impossible pour « résoudre » les questions sociale et environnementale, le développement durable n'est compatible précisément ni avec la justice sociale ni avec la préservation des ressources et des équilibres naturels. Le Medef est d'ailleurs très clair: «Le développement durable constitue un moteur de croissance.» On connaît la supplique: écologiser la croissance, consommer autrement... mais consommer quand même!



Seule une rupture, et rapide de surcroît, peut permettre d'offrir à ceux qui nous succèdent des perspectives d'une vie décente. Cette rupture doit prendre la forme d'une décroissance physique (ralentissement du cycle production-consommation) au sein d'une société libertaire. Il s'agit bien de construire une autre société, un monde à la mesure de l'homme où chacun puisse s'approprier sa vie, et les délais sont comptés. « L'utopie n'est pas l'irréalisable mais l'irréalisé. »

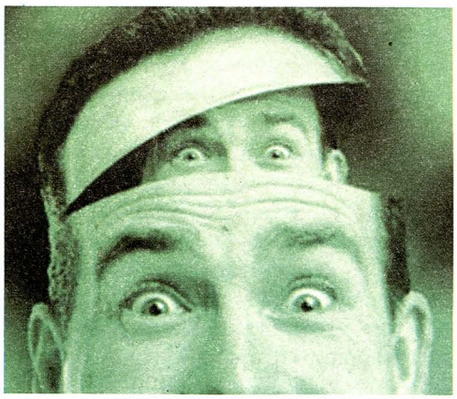
J.-P. T.

Les habits neufs de la feinte-dissidence



Louis Janover

« Le PS s'est moulé dans les habits de la droite moderniste, le PC mime la démarche d'une social-démocratie ni démocrate ni sociale, la LCR et LO campent dans les friches idéologiques laissées par le PC, un pied dans l'État, l'autre au bord du marché pour tâter la température, la CGT transfigurée essaie de ravir à la CFDT son rôle de syndicat de propositions. Nous avons là le sens du déplacement des rôles et des fonctions qui a suivi la transformation de la gauche en une vraie droite... »



ON A PU LIRE TOUT RÉCEMMENT dans les colonnes de *Libération* une défense et illustration de la politique des dirigeants socialistes en matière économique. À savoir que « l'économie de marché », réduite, « pour faire simple », à « l'acceptation du jeu de la libre concurrence internationale sur notre économie », a été acceptée, mieux, encouragée par « la gauche », l'histoire du PS plaidant dans ce domaine pour une « certaine constante programmatique ». Le journaliste s'indignait de l'ingratitude que quelques esprits malveillants témoignaient à l'égard de tant de bonne volonté. Et de dresser une liste quasi exhaustive de ces encouragements « économiques » qui, disons-le pour « faire simple » à notre tour, font partie des mesures d'incitations « basiques » apportées au système d'exploitation capitaliste pour remettre en marche la machine aux profits.

« On voudrait juste ici rappeler quelques faits. Qui en 1983 a fait le choix historique de la rigueur et de l'intégration économique européenne ? Le gouvernement de Pierre Mauroy. Qui en 1986 a amorcé la libéralisation du système financier français, étape préliminaire à l'ouverture de notre économie aux capitaux étrangers ? Le gouvernement de Laurent Fabius. Qui au début des années 1990 a théorisé les bienfaits de la désinflation compétitive ? Pierre Bérégovoy, d'abord en tant que ministre de l'Économie puis en tant que premier ministre. Qui en 1992 a fait campagne en faveur du traité de Maastricht et de l'euro ? François Mitterrand. Qui en 2000 a signé l'ouverture à la concurrence du marché du gaz et de l'électricité au Sommet européen de Lisbonne ? Lionel Jospin. Qui a privatisé France Télécom et vendu l'Aérospatiale à Lagardère ? Le même Jospin. Qui a même

envisagé d'ouvrir le capital d'Areva? Laurent Fabius, alors à Bercy [...]. »

N'en jetez plus, la droite est pleine. Mais pleine de quoi, au juste? La dynamique de l'accumulation, qui demande qu'on reprenne de la main gauche ce que la main droite a concédé en des temps meilleurs, cette dynamique a inversé le rapport entre les partis, mais comme il est toujours impératif de conserver les anciennes étiquettes pour continuer à masquer le sens de ce changement, le béotien ne s'y retrouve plus. Que la gauche

N'en jetez plus, la droite est pleine. Mais pleine de quoi, au juste?

apparaisse carrément pour ce qu'elle est depuis longtemps, une « vraie droite » assise sur les mêmes privilèges que sa rivale; que la situation économique et sociale révèle que les faux-semblants de jadis ne sont plus de mise et rendent les anciens clivages inopérants, et voilà qui n'est plus supportable. L'ambiguïté sur laquelle se fonde toute la vie politique risque de disparaître! Maintenant que le pouvoir bicéphale de la démocratie semble ne plus avoir qu'une tête, et que cette tête penche si dangereusement à droite, que vont faire les intellectuels pour suivre le mouvement? Leur légitimité reposait précisément sur le fait que la séparation des tâches permettait l'alternance — et justifiait leur choix. L'existence d'une « vraie droite » qui ne trouve dans la politique plus aucun argument pour se différencier de sa jumelle pose effectivement problème. Aux intellectuels en premier lieu, qui se réveillent privés de leur jeu de bascule favori et ne savent plus où donner de la tête.

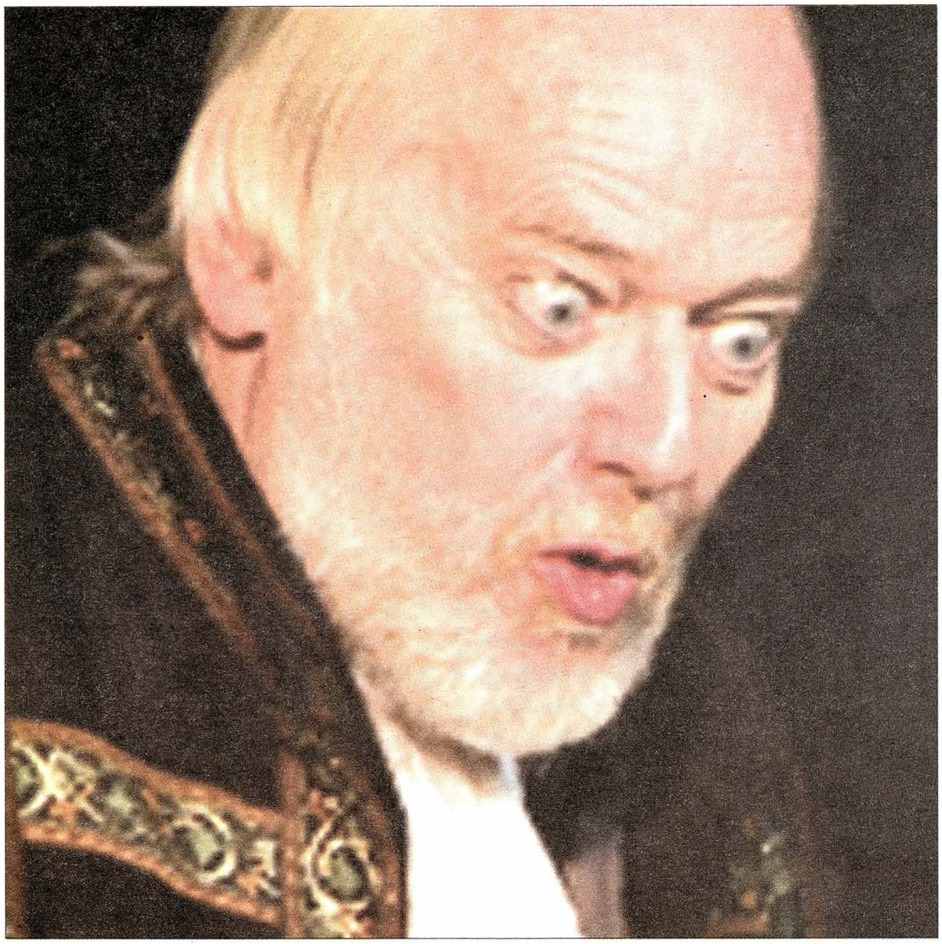
Le clivage disparu, s'efface aussitôt la différence factice grâce à laquelle les idées de gauche retrouvaient chaque fois un nouveau crédit, un nouvel espace politique. Vers quelles lumières nouvelles peuvent se tourner les représentants éclairés de l'appareil universitaire et du CNRS, altermondialistes, bourdieusards, tous anticonformistes de même farine, qui ont fait de l'étude de la dissidence une spécialisation et de la connaissance critique un objet de reconnaissance institutionnelle? Vers les milieux dits de l'ultra-gauche, de l'altergauchisme! N'est-ce pas le seul vivier où ces experts peuvent espérer pêcher concepts, idées et plumes, tout ce qui leur fait désormais défaut pour redonner au conflit démocratique un nouveau souffle et neutraliser ainsi les dangers de crise que révèle le vide sidéral et sidérant dans lequel se trouve le monde intellectuel. Cette pseudo-critique s'articule sur une représentation politique en l'absence de laquelle la démocratie perd son contenu et l'intelligentsia sa raison d'être. Que devient en effet son existence dès lors qu'elle ne peut reprendre de forces et de couleurs en se reposant sur cette opposition?

Comme au lendemain de chaque défaite électorale, quand le pouvoir n'est pas au rendez-vous, on assiste au ballet des déçus du socialisme. Tout y passe: droit d'inventaire, aggiornamento, retour aux sources, recomposition, refondassions, renaissance, résistance. Et en même temps que du chœur des scribes s'élève la complainte déchirante: Où sont Sartre et Nizan/Tous ceux qu'on aimait tant! On voit remonter à la surface les rescapés du dernier des naufrages intellectuels, mais qui ont su quitter à temps le navire en perdition. Ainsi en est-il de la brillante postérité d'Althusser, Jacques Rancière, Alain Badiou et Étienne Balibar, trinité redéployée dans ses domaines de compétence philosophico-médiatique pour indiquer les nouvelles planches de salut. Sans parler de la mise sur le marché de ce pur non-sens, la « gauche libertaire », pâle reflet d'un non moins introuvable « marxisme libertaire » naguère destiné à réconcilier les inconciliables.

N'est-ce pas une même problématique qui est exposée à longueur de pages dans *Le Monde diplomatique*, quintessence de la feinte-dissidence et remise en forme, au gré des métamorphoses de l'altergauchisme, de théories radicales puisées en d'autres lieux pour entretenir la feinte.

« Voici un ouvrage[1] que Serge Halimi, enfonceur de portes ouvertes au *Monde diplomatique*, a cru bon de démolir en quelques lignes inspirées par cette habile malhonnêteté qui semble décidément être la "qualité" des principaux collaborateurs de ce mensuel », le problème consistant à montrer à quoi sert cette « radicalité apparente [...] d'une élite intellectuelle de gauche insatisfaite de n'être point reconnue à sa prétendue valeur et de ne pouvoir jouer le rôle de premier plan qui semble lui être dû ». Ces lignes, parues dans *Le Monde libertaire*[2], définissent très exactement la confusion qu'introduisent dans le domaine critique ces professionnels de la remontrance institutionnelle dont le premier rôle est de drainer les flux de la critique. Car si l'on enfonce des portes ouvertes, c'est pour ne point attirer l'attention sur celles qu'il convient de garder closes. Laisser filtrer un rai de lumière sur la manière dont s'opère le détournement de la pensée critique, et sur les raisons de l'aura dont jouissent l'altermondialisme et ses dérivés dans les milieux universitaires, un tel éclairage — de classe? — les ferait apparaître pour ce qu'ils sont: les catalyseurs politiques de la feinte-dissidence, dont la fonction est précisément de capter la dissidence pour la détourner de son objet et en neutraliser les effets possibles! Mission accomplie!

La gauche, ces tigres de papier l'ont tant aimée, qu'ils ont voulu croire que les « grèves de novembre décembre 1995 » avaient « accéléré l'indispensable prise de distance des socialistes avec le néolibéralisme mitterrandien »; et qu'ils ne se sont jamais lassés de la rappeler à son histoire mythifiée, du temps où elle « bousculait les privilèges » — qui, il est



vrai, ne s'en portaient pas plus mal! — comme à ses obligations politiques: moraliser les marchés et ramener à la raison les prédateurs de la haute finance, bref « construire une société humaine, juste et décente ». Las, il leur faut aujourd'hui se rendre à l'évidence, donc se reconvertir dans l'urgence et revoir leur copie... à gauche!

« [...] Sur le plan politique ou théorique la feinte-dissidence se déploie sur la base d'une minimalisation de la pensée et du langage critiques. Le PS s'est moulé dans les habits de la droite moderniste, le PC mime la démarche d'une social-démocratie ni démocrate ni sociale, la LCR et LO campent dans les friches idéologiques laissées par le PC, un pied dans l'État, l'autre au bord du marché pour tâter la température, la CGT transfigurée essaie de ravir à la CFDT son rôle de syndicat de propositions. » Nous avons là le sens du déplacement des rôles et des fonctions qui a suivi la transformation de la gauche en une vraie droite, la nouvelle configuration sociale obligeant chacun des protagonistes à s'emparer de certains des traits du voisin sous peine de disparaître. Manquait encore dans ce jeu de poupées russes l'échange entre une gauche en quête d'une nouvelle identité et un ultragauchisme non identifiable!

Nul doute que le trotskisme, qui a su mieux que d'autres capter l'héritage que le PC a laissé en déshérence, ne s'ingénie à agréger tous les éléments « radicaux » restés jusqu'à présent en suspens, et à qui la tabula rasa électorale va donner pendant un temps un nouvel espace critique. Comme le refrain anti-Le Pen risque de ne plus accompagner l'appel au vote utile, le couplet « anti-Sarko » va prendre le relais pour permettre de nouveaux effets de voix. À l'initiative des ténors de la LCR, commencent à fuser des appels à la création de « comités de vigilance pour organiser la riposte et la résistance » rassemblant « toute la gauche » « la gauche » dont on ne nous dit pas à qui et à quoi elle a le mieux résisté et riposté dans l'histoire.

Cette feinte-dissidence, qui comme Protée, n'hésite pas au besoin à emprunter n'importe quel visage...

Mais la concurrence est grande sur le marché, et le discours altermondialiste pourrait bien reconquérir sa part d'audience grâce à ses organes d'expression journalistiques et ses relais associatifs. Après une période de remontrances et une introspection faite comme il se doit sur le dos des autres, gageons qu'ils ne vont pas tarder à se lancer dans la prospection pour découvrir ces éléments d'une nouvelle culture de la dissidence capables de rajeunir leur système de référence critique, l'ancien corpus étant décidément incapable de répondre à la demande.

L'altermondialisme et les analyses inspirées de Bourdieu ont toujours fourni les arguments manquants pour rétablir l'équilibre quand on pouvait craindre que dans la balance électorale le poids de l'abstention et du retrait ne pèse plus lourd que celui du vote utile. Mais comment répondre à la demande, alors que tous les critères qui ont jusqu'ici servi à faire la différence dans l'un ou l'autre sens sont démonétisés? Il faut auparavant que cet ersatz de théorie radicale puisse se refaire une santé critique, et retrouve assez de crédit politique pour redonner une apparence de légitimité au choix entre gauche et droite. Vaste programme, qui réclame de ce milieu qu'il fasse appel à toutes les ressources, et qu'il se drape au besoin dans quelques-uns des habits « libertaires » que la gauche radicale tient en réserve depuis tant d'années.

Ce qui, vu la régression, rend plus urgente que jamais la lutte contre cette feinte-dissidence qui, comme Protée, n'hésite pas au besoin à emprunter n'importe quel visage pour mettre sur les lèvres de ses victimes ce qu'il veut entendre d'elles[3]. L. J.

---

1. Louis Janover, *Voyage en feinte dissidence*, Paris-Méditerranée, 1998, p. 52-53._ Voir également, *Thermidor mon amour*, Paris-Méditerranée, 2000.

2. Voir: Jean Robin, à propos de *Voyage en feinte-dissidence* de Louis Janover, *Le Monde libertaire*, 1999. Voir aussi *le Monde diplomatique*, mars 1999

Ce texte prolonge une réflexion qui s'inscrit dans le droit-fil de notre précédent livre, *La Démocratie comme science-fiction de la politique* (voir *Le Monde libertaire*, 5-11 avril 2007). Il reprend certains des thèmes développés dans un ouvrage, *S'il est encore minuit dans le siècle*, à paraître en novembre aux Éditions de La Nuit. Les Éditions de La Nuit ont été créées tout récemment par Irénée Lastelle pour conserver intacte et dans sa totalité l'idée qu'il a fait vivre, contre vents et marées, dans les Éditions Sulliver, désormais vouées, sous la pression de la logique financière, à obéir à un tout autre esprit (www.geocities/com/revuelanuit/).

L'Algérie, une colonie d'enfer

Paco

En 1904, deux anarchistes français, Louise Michel (1830-1905) et Ernest Girault (1871-1933) firent une tournée de conférences en Algérie pour dénoncer les religions, le militarisme, le capitalisme et le colonialisme. Les Éditions libertaires publient *Une colonie d'enfer*, un récit de voyage pas ordinaire signé Ernest Girault.

Les historiens ne s'étaient pas encore penchés sur les conférences que Louise Michel donna en Algérie. Dans son étude, *Louise Michel en Algérie* (publiée récemment par les Éditions libertaires), Clotilde Chauvin a réparé l'oubli. Le livre d'Ernest Girault, *Une colonie d'enfer* (jamais réédité depuis sa sortie au printemps 1905), est le complément indispensable pour bien réaliser ce qu'il se passait en Algérie (colonie française depuis 1830) à cette époque.

La militante anarchiste arriva à Alger le 12 octobre 1904. Elle avait 74 ans. Si sa santé la tourmentait, Louise Michel avait l'œil et l'esprit bien vifs. Sa parole portait, même au milieu du désert. La tournée de conférences se fit en deux temps. Louise et Ernest voyagèrent ensemble d'Alger à Constantine, puis jusqu'à Mascara. Fatiguée, Louise Michel retourna à Alger pendant qu'Ernest continuait seul vers l'extrême sud, aux confins algéro-marocains, pour dénoncer les exactions de l'armée française.

D'octobre à décembre 1904, suivis par quelques amis, Louise et Ernest, s'arrêtèrent dans plusieurs villes (Tizi-Ouzou, Sétif, Blida, Mostaganem, Relizane...). Soutenus sur place par des membres du corps enseignant, des militants libres-penseurs et antimilitaristes, les propagandistes débattirent avec des assemblées fortes parfois de quatre cents personnes. Un véritable tour de force dans cet univers hostile aux idées révolutionnaires (quand quelques tourments pointaient, les muscles du camarade Laouer étaient mis à contribution).

Les adhérents des Bourses du travail et des Maisons du peuple, où se déroulaient certaines causeries, étaient bien sûr aux premières loges. L'auditoire, majoritairement vêtu à l'européenne, comprenait aussi des personnes habillées avec des burnous blancs, des chéchias, des turbans... Elles venaient notamment assister aux débats sur la religion.

Une grande dame manquait hélas à l'appel: Isabelle Eberhardt. Celle que l'on appelait la Séverine musulmane (en référence à Caroline Rémy, dite Séverine, journaliste libertaire) devait accompagner Girault dans le sud oranais, mais elle perdit la vie lors de l'inondation qui détruisit Aïn-Sefra le 21 octobre 1904.

Nous ne reviendrons pas sur les éléments déjà développés par Clotilde Chauvin dans *Louise Michel en Algérie* (ouvrage présenté dans le ML cet été). Lisons plutôt les commentaires d'Ernest Girault. En marge des conférences, il fouille l'Algérie de fond en comble, met son nez partout et produit un carnet de voyage impitoyable. À la manière d'Albert Londres, il plante sa plume dans la plaie. « Les colonisateurs ont porté la torche non pour éclairer, mais pour mettre le feu, écrit-il. On dit: rare comme le loup blanc. On dit mal: Aux colonies, tous les blancs sont loups. »

À son retour en métropole, Girault n'a pas de mots assez durs pour traduire ce qu'il a vu. « On est pris de nausées lorsque l'on quitte l'Algérie. La vieille patrie d'Abd-el-Kader et de Mokrani est devenue le pays de l'infamie et de la honte, non seulement parce que les Français y ont transporté leurs vices et leur barbarie, mais parce qu'aussi l'Italie, Malte et l'Espagne

y déversent leurs scories humaines, leur trop plein de fanatiques, de brutes, d'alcooliques et d'ignorants. »

Les pourris de toutes tendances et conditions (officiers, fonctionnaires, commerçants, colons, conservateurs, républicains, francs-maçons, catholiques, juifs, athées...) s'étaient alliés pour mener, avec l'aide du gouvernement et de la presse, une guerre impitoyable contre les indigènes. Une clique de caïds parvenus s'entendait avec l'occupant pour affamer, torturer et opprimer leurs semblables. Corruption, prostitution, intrigues, criminalité gangrenaient le pays. « Et sur ce sol qui pourrait être un paradis terrestre, on n'entend que gémissements et plaintes, on ne rencontre que misère et douleur, on assiste qu'à des brutalités et qu'à des tortures. Il coule, de chaque côté de l'Atlas, assez de pleurs et de sang pour humecter tout le sable du désert », constate l'auteur qui mesure la tâche de celles et ceux qui voulaient remettre un peu de raison dans ce monde qui l'avait totalement perdue.

Le témoignage de Girault est un essai politique, mais il relève également du document ethnosociologique et du guide touristique. Avec un esprit et un vocabulaire bien datés, il décrit les cultures qui composent l'Algérie (sans craindre parfois les généralisations caricaturales), il dépeint les mœurs des uns et des autres. Après quelques détours dans les cafés maures et auberges d'Alger, Girault visite des régions qui lui rappellent le Moyen Âge. Les longs trajets en train donnent de belles pages. Des wagons de voyageurs ou de marchandises qu'il emprunte, ses yeux admirent la variété des paysages. La découverte des ksour du Figuig et une course effrayante en loris (un plateau en bois roulant sur les rails du chemin de fer) sont dignes des meilleurs romans d'aventure.

En se rendant dans l'extrême sud, Girault ne sera pas au bout de ses peines. « Tout ce que vous pourrez révéler sur la conquête du Sud sera au-dessous de la vérité », lui dira un Français. Le sadisme criminel y prospère en toute impunité. Des faits horribles imputés à des officiers français sont relatés. La loi du sabre... Et du goupillon. Un curé lubrique était complice de ces cruautés. Elle est belle la « pénétration pacifique »! Elle est belle l'« œuvre d'humanisation » P.

Ernest Girault, *Une colonie d'enfer*, Éditions libertaires, 242 pages. 15 euros. Clotilde Chauvin, *Louise Michel en Algérie*, Éditions libertaires, 162 pages. 15 euros. disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Waitress...

d'Adrienne Shelly

Sur les écrans depuis le 5 septembre

Adrienne Shelly livre avec *Waitress* une comédie enlevée. L'actrice-culte des premiers films de Hal Hartley s'affirme dans ce film indépendant en tant que scénariste-réalisatrice. En quoi réside le charme de ce film inspiré? D'abord dans son ton singulier, sa «musique» intérieure qui déniaise le genre. Certes, le sujet pourrait véhiculer les pires clichés, dans le genre comédie de mœurs, genre *trois ravissantes idiotes* et leurs rêves à trois sous, il n'en est rien: c'est un film frais, drôle où la passion de la pâtisserie mène à tout. Y compris à l'émancipation d'une femme. Elle veut divorcer et réalise qu'elle est enceinte. Au lieu de sombrer dans les pleurs et les larmes, un tas de possibilités s'ouvrent à elle parce qu'elle ne baisse pas les bras. Elle entraîne les autres dans son sillage. Que ce soient les copines serveuses ou le patron et le chef de cuisine, les tartes aux noms savoureux (*Kick in the Pants* qu'invente Jenna/Keri Russell) et les décisions qu'elle prend, tout se transforme en formidable effet de boule de neige. Cela permet à Adrienne Shelly de faire d'un sujet assez convenu en comédie sociale, un univers très banal en peinture de société acide – un zeste de citron-auquel s'ajoutent des rebondissements romanesques. Ainsi, son film crée un genre à lui tout seul, la comédie – pas du tout tarte –!

Découvert à Locarno, où le film passait sur la Piazza et où se répétait le bonheur de la découverte d'une réalisatrice comme c'était le cas, il y a un an, pour *Little Miss Sunshine*. Que ce soit dit: un cinéma populaire était ainsi proposé et plébiscité: les rires fusaient, s'envolant dans un ciel étoilé particulièrement scintillant, faisant signe à la réalisatrice. Car elle ne pouvait être là: une tragédie survenue en pleine postproduction de *Waitress*... Adrienne Shelly a été assassinée en novembre 2006 pour une sordide histoire de voisinage. Réalisatrice, scénariste, auteur dramatique, elle avait écrit d'autres scénarios, qu'elle réalisait, tout comme des mises en scène à Broadway, où elle était directrice artistique du Missing Children Theatre. L'actrice fétiche des premiers films de Hal Hartley — *The Unbelievable Truth*, *Trust Me*, *Simple Men*, — elle est d'ailleurs restée fidèle à son personnage, dans *Waitress*, elle joue une des trois serveuses (*waitress* en anglais) très sexy, très myope, très peu sûre d'elle, la «*stupid girl*» en apparence qui nous émeut et devient un personnage plus qu'attachant.

Appel aux exploitants de salle: sortir avec *Waitress* les trois films de Hal Hartley, interprété par Adrienne Shelly, puis en profiter pour diffuser aussi le dernier Hal Hartley, une farce irrespectueuse sur la CIA et la guerre froide, bien plus drôle que *Raisons d'ÉTat*... programmé également au Festival de Berlin.

Heike Hurst

Congrès d'Amsterdam 1907

un siècle de mouvement anarchiste international.

Le Comité d'organisation du colloque

Le congrès qui se déroula à Amsterdam du 26 au 31 août 1907, peut être considéré comme le premier congrès anarchiste international. Ce congrès est fondateur à plus d'un titre et marque un tournant dans l'évolution de notre courant de pensée.

Les anarchistes sont alors dans une situation particulière, ils sont mis en minorité dans le courant socialiste international. La majorité des socialistes, se réclamant de Marx, connaissent une évolution social-démocrate au sein de la 2e Internationale. La question de la prise du pouvoir avait scellée le sort de la première internationale, quand Marx et ses partisans profitèrent de l'absence de nombreux délégués pour mettre en minorité la tendance Antiautoritaire et exclure ses deux membres les plus éminents : James Guillaume et Michel Bakounine. Dans la dernière décennie du XIXe siècle, la tendance social-démocrate est suffisamment forte pour exclure la minorité Antiautoritaire et révolutionnaire de la 2e internationale. C'est lors des congrès de Zurich (1893) et Londres (1896) que se mena la bataille qui entraîna l'exclusion assumée des minoritaires. A l'occasion de ces rendez-vous, les militants antiautoritaires menèrent des conférences parallèles où ils commencèrent à s'organiser. Mais ce n'est que onze ans plus tard (après l'échec du congrès interdit de Paris en 1900) que les révolutionnaires se retrouvèrent, à Amsterdam, pour ce congrès qui fut le premier à se déclarer Congrès international anarchiste.

A l'initiative de militants belges et néerlandais, le congrès réunit des délégués allemands, anglais, tchèques, italiens, autrichiens, américains, suisses, russes, français tandis que des représentants sud-américains et espagnols étaient excusés. Parmi les participants, on compte des personnalités importantes du mouvement anarchiste international comme Malatesta, Rudolf Rocker, Luiggi Fabbri, Alexandre Schapiro, Pierre Ramus, Christian Cornelissen, Emma Goldmann, Pierre Monatte et Benoît Broutchoux ou encore Amédée Dunois. Plusieurs débats marquent l'histoire de notre pensée. Le premier concerne le thème de l'organisation. Alors que les tendances anti-organisatrices sont encore vives, le congrès parvient à faire admettre la validation d'un bureau de l'Internationale anarchiste dont sont membres Malatesta, Rocker, Wilquet, Schapiro et Turner. Cette première tentative d'organisation internationale anarchiste n'a pas connu le succès espéré. Un nouveau congrès aurait dû se tenir en 1909 mais il fut repoussé constamment, pour être finalement fixé du 28 août au 5 septembre... 1914. Mais elle aura eu le mérite de dépasser la question de l'organisation et marquer la nécessité de l'Internationale anarchiste. Il n'est d'ailleurs pas étonnant de retrouver deux membres de ce bureau, Rudolf Rocker et Alexandre Schapiro, dans le premier secrétariat de la nouvelle Association internationale des travailleurs, en 1922.

C'est que le second débat qui marqua le congrès d'Amsterdam concerne les relations entre anarchisme et syndicalisme. Nous retenons souvent la confrontation entre Monatte qui représente le syndicalisme révolutionnaire français et Malatesta qui défend les conceptions

De Pyramide der Tirannie.

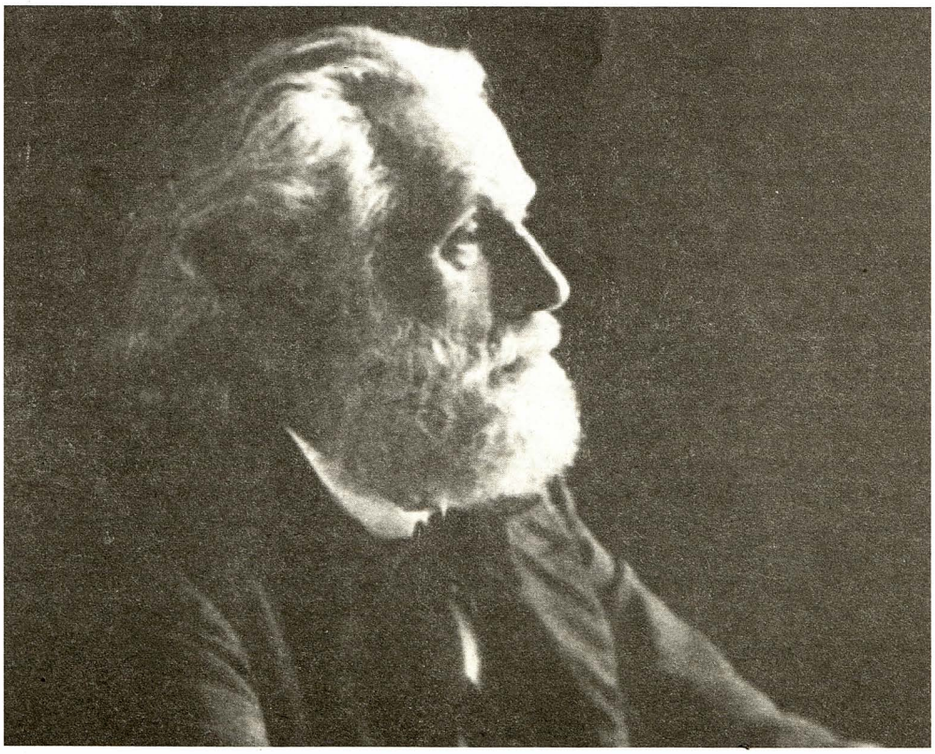
anarchistes insurrectionalistes italiennes. L'affrontement idéologique qui les oppose est très significatif de deux mouvements emblématiques à l'époque. Il est aussi d'une grande qualité tant sur la forme que sur le fond. D'un coté, Monatte défend l'idée que le syndicalisme se suffit à lui-même, il est par essence révolutionnaire et doit rester neutre sur le plan politique. Le syndicalisme révolutionnaire est considéré comme la continuité du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé. Il renoue avec la tendance Antiautoritaire de la Première internationale en reprenant les idées de fédération et de grève générale. Face à lui, Malatesta conteste l'idée que le syndicalisme est révolutionnaire. Pour lui, c'est un organisme réformiste par essence. Nécessaire pour les ouvriers, car l'appétit vient en mangeant, mais qui n'est pas suffisant dans le cadre d'un processus révolutionnaire. Il défend l'unité du mouvement syndical, qui doit resté neutre, en prônant une intense activité anarchiste en son sein, bien entendu que ces derniers ne doivent en aucun cas devenir permanent syndicaux, sous peine de « perdre leur âme ». Mais, d'autres interventions, moins longues et qui ne posent pas le problème en ces termes, sont également présentes. C'est Cornelissen qui résume le mieux son point de vue : pour lui, il est difficile de constater, au niveau international, un syndicalisme neutre et avance l'idée qu'il faut parler de syndicalismes, au pluriel. De cette réflexion va naître la pensée anarcho-syndicaliste qui est bien réelle au moment du congrès, mais sans base idéologique. Quelques années plus tard, théorisée, elle devient un élément essentiel qui procède à la reconstitution de la Première internationale, en réaction à la création de l'Internationale des syndicats rouges.

La CNT-AIT de Pau par le biais de sa section étudiante, la Coordination libertaire étudiante et en collaboration avec les Éditions du Temps perdu, a décidé d'organiser une commémoration du centenaire du Congrès anarchiste d'Amsterdam, à l'université de Pau, les 25 et 26 octobre prochain.

Outre les interventions de Gaetano Manfredonia (« Le débat Malatesta Monatte revisité »), d'Ariane Miéville (« Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), le syndicalisme en débat ») et d'Hélène Finet (« Etude comparative des débats sur le syndicalisme au Congrès d'Amsterdam et dans la Fédération ouvrière de la Régionale Argentine (F.O.R.A.) »), elle comprendra une exposition« 1907-2007, Un siècle d'anarcho-syndicalisme » et la projection du film *Malatesta*, pour la première fois en version STF. La CNT-AIT de Pau invite tout le mouvement libertaire à profiter de ce moment pour nous retrouver, débattre et ne pas oublier.

C. O.

F. Domela Nieuwenhuis



Programme :

Du 22 au 26 octobre, exposition « 1907–2007, 100 ans d'anarcho-syndicalisme » dans les couloirs de la faculté des Lettres de l'UPPA, devant les amphithéâtres.

Jeudi 25 octobre, à partir de 18 heures : interventions d'Ariane Miéville et Hélène Finet sur les thèmes « Congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), le syndicalisme en débat » et «Etude comparative des débats sur le syndicalisme au Congrès d'Amsterdam et dans la Fédération ouvrière de la Régionale Argentine (F.O.R.A.) ».

Vendredi 26 octobre, À partir de 18 heures, intervention de Gaetano Manfredonia sur le thème « Le débat Malatesta Monatte revisité », suivi d'un débat contradictoire entre le public et les trois intervenants. Un buffet froid sera proposé avant la projection du film de clôture.

21 h 30 : Projection pour la première fois en version STF du film *Malatesta*, présenté au Festival de Cannes en 1969.

Pour tous renseignements :
CNT-AIT 18, rue Jean-Baptiste Carreau 64000 Pau
http://www.cntaitaquitaine.fr
Mail : congamsterdam@gmail.com

Dijon: La fulgurante inauguration de la bibliothèque des Tanneries

Après quelques chantiers collectifs, une bibliothèque autogérée, faite de paille et de chaux, s'ouvre aux Tanneries avec déjà de riches collections de livres. Nous souhaitons pouvoir y développer outre un espace public et chaleureux de consultation et d'emprunts, diverses activités autour de la lecture et des moments de rédaction collective.

Nous y projetons aussi des rendez-vous de discussions thématiques pour que la mémoire et les écrits animent nos combats d'aujourd'hui. Nous vous convions donc à venir fêter, découvrir et commencer à expérimenter tout cela **du 8 au 14 octobre.**

Le Prélude !

Samedi 6 octobre

À partir de 21 heures – Boum de soutien au journal indépendant dijonnais *Blabla*.

Vernissage du numéro 6 + *The Big Disco 2*!!! *Mixxx electro-disco-rock'n'roll-hiphop-ska-punk-newwave*... pour faire flamber le dance floor toute la nuit – tenues de soirées conseillées!!!

Le chantier !

Du lundi 8 au vendredi 12 octobre

À partir de 10 heures – quatre jours de chantier collectif pour :

– créer la signalétique et recenser les livres.

– trier les fonds d'archives thématiques et piles de fanzines de l'infokiosque.

– améliorer les aménagements de la bibliothèque et de l'espace public.

Une réunion pour organiser la semaine de chantier aura lieu lundi 8 à 10 heures Il sera aussi possible d'y échanger sur diverses envies d'ateliers et discussions qui puissent s'ajouter au programme préétabli.

Les événements et ateliers !

Mardi 9 octobre 20h30 – une soirée de lectures sur des récits d'expériences de squats dans le cadre de la publication d'une version augmentée du *Squat de a à z* en livre.

Mercredi 10 octobre

19h30 – réunion sur le fonctionnement régulier et les prochains événements et projets de la bibliothèque des Tanneries.

Jeudi 11 octobre

20h30 – « Problème de rackett et balles perdues »: Introduction à l'internationale situationniste et tournoi de ping pong.

Vendredi 12 octobre

16 heures: échauffements vocaux et découpe de poireaux.

19 heures – soirée d'inauguration de la bibliothèque: petit fours et discours, cabaret lecture et karaoke.

Vous pouvez apporter un texte de votre choix, à mettre en scène ou à faire savourer à haute voix.

Samedi 13 octobre

De 15 heures à 17 heures – Des mots plein les hangars: bibliothèques insoumises et diffusions insolites. Présentations et discussions autour de différentes expériences, telles que:

– le site *infokiosques.net* et la réalisation/diffusion de brochures.

– la vie des bibliothèques militantes (l'extour de Genève et autres...)

– l'éducation populaire à travers les cafés lecture.

– une maison d'édition indépendante: *tahin party*.

18 heures – *Intervento*: spectacle à 3 voix sur le mouvement autonome et les luttes des années soixante-dix en Italie.

21 heures – repas et retour en discussion sur l' *intervento*.

Dimanche 14 octobre

14 heures à 16 heures – Espaces partagés d'écriture.

Présentations et discussions autour de différentes expériences, telles que:

– l'écriture de la mémoire ouvrière à Clermont-Ferrand.

– expériences d'ateliers d'écriture.

16 heures – Atelier d'écriture *Imaginaires bibliothèquesques* .

Il est possible de loger aux Tanneries pendant la semaine en prévenant à l'avance. Les différents événements sont gratuits. La participation aux frais quotidiens de la maison et aux repas est à prix libre.

Espace Autogéré Des Tanneries 17, bd de Chicago – 21000 Dijon (+33|0) 80666 481 – *tanneries@squat.net*

Radio libertaire

Jeudi 4 octobre

Jus de rue 08h30 Radio trottoir. Du causer, avec la compagnie de théâtre « Entre nous ». Thème axé sur: Peut-on faire passer un message à des enfants par le biais du théâtre? Et quelques « micros errants » de passage à Merlieux...

Si vis pacem 18 heures Les échos du 47e congrès de l'UPF

Vendredi 5 octobre

Place aux fous 13 heures PAF Musique Tu Seras Terriblement Gentille... Eric reçoit les TSTG: un nom ironique et provocateur pour trois riot girrrrls qui distillent un surf punk abrasif et jouissif.

L'invité du vendredi « Des droits et des hommes » 19 heures Ligue des droits de l'Homme L'émission de la Ligue des droits de l'Homme sera animée par la section Paris 15. Elle portera sur la journée mondiale du refus de la misère (qui se déroulera le 17 octobre).

Samedi 6 octobre

Chroniques rebelles 13h30 Débats, dossiers, rencontres... « Résonances: Esquisse de soi », par l'Atelier « Chemins d'écriture » (éditions Champ Social); avec Christine Liétot et l'Atelier.

Dimanche 7 octobre

Chants/Contrechamps 15h30 Cinéma d'auteurs, chanson à textes Des films à voir, des chansons à entendre, et une pièce de théâtre à découvrir: « Cargo 7906 », en présence du comédien Darius Ketahri (du 5 septembre au 27 décembre, les mardis, mercredis et jeudis à 19h30, au Funambule à Montmartre).

Mardi 9 octobre

Les amis d'Orwell un militant de Sud RATP, Roland Lezard traitera de la politique sécuritaire de la RATP, et notamment des caméras, de la carte Navigo et des guichets automatiques.

Pas de quartier (ça se passe près de chez vous) L'équipe reçoit un « vrai » routard des années soixante-dix pour nous narrer ses escapades en orient. Tous à vos hooka et à vos postes à galène (d'Iran)!

Mercredi 10 octobre

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Lightning Hopkins, entre clichés et émotion.

Le manège 14 heures Littérature & cinéma L'invité littéraire: Jamal Mahjoub, pour « Latitudes à la dérive » (éditions Actes Sud), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Samedi 13 octobre

Chroniques rebelles 13h30 l'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis, d'Annie Lacroix-Riz.

Samedi 20 octobre

Chroniques rebelles 13h30 J'ai très mal au travail, film de J. M. Carré, avec l'auteur.

Jeudi 25 octobre

Si vis pacem 18h Colombie, soutenir les objecteurs de conscience Invité: un membre de Red Juvenil.

Samedi 27 octobre

Chroniques rebelles 13 h 30) Débats, dossiers, rencontres... Théâtres en lutte: Le théâtre militant en France des années 1960 à aujourd'hui, d'Olivier Neveux (La Découverte); avec l'auteur.

Chroniques musicales 19 heures. Consacré à toutes les tendances musicales, « Le juke-box » proposera programmations et chroniques d'albums, annonces et comptes-rendus de concerts, actualité des sorties cinéma, DVD's et livres autour de la musique. Animé par Francis Gavelle.

Vendredi 2 novembre

Place aux fous 143 heures PAF Musique Kasper T. Toeplitz. Une plongée dans la musique électronique, avec un musicien-compositeur particulièrement visionnaire et créatif.

Dmanche 4 novembre

Chants/Contrechamps 15h30 Cinéma d'auteurs, chanson à textes Un coup d'oeil sur l'actualité du cinéma. Invité: le chanteur Christian Roux, pour son album « Défardé ».

Mercredi 7 novembre 2007

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Les enregistrements européens de blues.

Mercredi 14 novembre

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Howling Wolf, de Memphis à Chicago.

Mercredi 21 novembre

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Jimi Hendrix, blues et succès.

Mercredi 28 novembre

Blues en liberté 10h30 Emission musicale blues Bob Dylan et le blues dans le XXIe siècle.

Samedi 1er décembre

Destinées Nocturnes de la Nuit 00h30 Histoire d'un soir... Emission consacrée à Roger-Henri Guerrand.

Samedi 29 décembre

Destinées Nocturnes de la Nuit 00h30 Histoire d'un soir... Thème surprise!

Mercredi 31 février 2024

Blues en liberté 10h30 Les classiques du blues de 2012.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Samedi 6 octobre

Apt (84)

Des militants du groupe F.A. Gard Vaucluse tiendront un point de rencontre et de vente du *Monde libertaire* sur le marché d'Apt, de 10 heures à midi.

Paris 18e

Fermeture exceptionnelle de la bibliothèque La Rue.

Paris 11e

Forum-débat de la libairie du Monde libertaire autour du livre *Perspectives politiques* de Noam Chomsky présenté et traduit par Franck Mintz qui animera le débat à 16 h 30, au 145, rue Amelot, Métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Le Mans (72)

Café libertaire :« L'autogestion est-elle utopique? » Exposé, débat et réflexion à 17 heures, à l'épicerie du Pré, au 31, rue du Pré.

Du 8 au 14 octobre

Dijon (21)

La Fulgurante inauguration de la bibliothèque des Tanneries. Voir page 21.

Jeudi 11 octobre

Paris 20e

Réunion publique sur la biométrie, le prélèvement ADN et les puces RFID à 19h30, au café de Paris, 158, rue Oberkampf. Métro Ménilmontant.

Vendredi 12 octobre

Ivry-sur-Seine (94)

Jean-Michel Piton accompagné au piano par Paul-André Maby, à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie , ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Paris 18e

À l'occasion de la Fête des Vendanges Rebecca Gruel expose ses oeuvres du vendredi 12 au dimanche 14 octobre à la bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

Samedi 13 octobre

Paris 11e

Rencontre à la librairie du Monde libertaire, avec Thierry Périssé, auteur de Noir Horizon, à 16 h 30, au 145, rue Amelot, Métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Asté (65)

Premières journées d'hommage à Marie Laffranque, organisées par l'association Les amis de Marie Laffranque , Salle de la Mairie. Mail : amis.marielaffranque@caramail.com , site : www.marie-laffranque.org

Jeudi 18 octobre

Rennes

Le groupe La sociale de Rennes organise à 20 heures, à Carrefour 18, au 7, rue d'Espagne (métro Fréville ou Italie), son meeting de rentrée en un jour de lutte. Vie chère, retraites ,sécu, services publics, expulsions...Parisot et Sarko attaquent, Organisons la riposte !

Vendredi 19 octobre

Ivry-sur-Seine (94)

Lou Saintagne accompagnée à l'accordéon midi par Laurent Derache et au violon par Richard Khayadjanian à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie, ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Samedi 20 octobre

Ivry-sur-Seine (94)

Yves Uzureau en solo, à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie , ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Paris 11e

Diffusion du film *Sacco & Vanzetti* au Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré. Métro Oberkampf ou République.

r

Fred Alpi jouera au festival intergalactique, sous chapiteau, au Parc à Chaînes.

Dimanche 21 octobre

Paris 11e

Lire en fête à la librairie du Monde libertaire, à partir de midi : débats, chanson... programme à suivre au 145, rue Amelot, Métro Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 27 octobre

Paris 18e

Roger Dadoun sera invité pour ses livre *Sexyvilisation, Heidegger, berger du néant* en passant par *Éloge de l'intolérance*. Roger Dadoun viendra parler de ses écrits passés et présents à 15 h 30, à la Bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

Vendredi 9 ovembre

Ivry-sur-Seine (94)

Carine Reggiani accompagnée au piano par Philippe Donnadieu, dans son spectacle « Mon père c'est l'Italien » à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie , ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Samedi 10 novembre

Ivry-sur-Seine (94)

Michèle Bernard accompagnée au piano par Jean-Luc Michel, à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie , ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Marseille

Rendez-vous dès 12h sur le vieux port pour un pique-nique convivial et militant. 14h : départ de la manifestation contre le projet ITER.

Liberté de circulation !
Liberté d'installation !
NON !
aux expulsions
Fédération anarchiste
145, rue Amelot - 75011 Paris